

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JUIN 1922.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS POUR L'EXERCICE 1922 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. HOUTART.

MESSIEURS,

Votre Commission des Finances a examiné le projet de loi contenant le Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1922, ainsi que diverses dispositions relatives à la comptabilité des dépenses engagées et aux impositions provinciales.

TITRE PREMIER.

DISPOSITIONS DIVERSES.

L'article premier, relatif à la comptabilité des dépenses engagées, peut être supprimé, la loi du 20 juillet 1921 ayant réglé cet objet.

L'article 2, relatif aux impositions provinciales, stipule que, à défaut de production des déclarations prescrites par les règlements concernant ces impositions ou en cas d'insuffisance des déclarations remises par les intéressés, le contrôleur des contributions du ressort peut établir d'office la taxe et la porter au double de l'impôt éludé.

(1) Budget, n° 24-I.

(2) Composition de la Commission :

a) Les membres de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Economies* : MM. MECHERYNCK, président, BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (Aug.), DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE et WAUWERMANS.

b) Six membres nommés par les *Sections* : MM. DE WOUTERS D'OPLINTER, VANDEVELDE, PONCELET, DE LIEDEKERKE, LAMBORELLE et WOESTE.

C'est là une disposition grave. Aux termes de l'article 56 des lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920, qu'il s'agit d'appliquer, l'Administration peut taxer d'office eu égard aux revenus d'autres redevables, à la notoriété publique ou aux renseignements spéciaux recueillis à cet égard. Est-il besoin d'insister sur les erreurs et les iniquités auxquelles peut conduire un pareil système, sur la nécessité de limiter ce mode de taxation aux cas où la mauvaise volonté ou la mauvaise foi du contribuable sont clairement démontrées. D'autant plus que le recours contre cette taxation d'office, implique, dans le chef du contribuable, l'obligation d'administrer une preuve négative.

L'article 55 des mêmes lois dit que, dans le cas où le contrôleur reconnaît inexact le chiffre des revenus déclarés, il peut le rectifier; « mais il fait connaître en tel cas à l'intéressé, avant d'établir l'imposition, le chiffre qu'il se propose de substituer à celui de la déclaration, en indiquant les motifs qui lui paraissent justifier le redressement, et il invite en même temps l'intéressé à présenter, s'il y a lieu, dans un délai de vingt jours, ses observations par écrit ou verbalement ». Ce sont là, pour le contribuable, des garanties qu'il convient de ne pas négliger en matière d'impositions provinciales et qui doivent être appliquées par analogie au cas d'absence de déclaration.

Afin de préciser ce point, votre Commission vous propose d'ajouter à l'article 2, *in fine*, les mots : « conformément aux articles 55, 56 et 57 des lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920 établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global ».

En outre, des membres se sont déclarés hostiles à toute disposition autorisant la taxation d'office tant que la législation n'aura pas entouré de garanties sérieuses le recours du contribuable devant les tribunaux contre les décisions de l'Administration.

L'article 3, qui autorise le Gouvernement à recouvrer pendant l'année 1922 les impôts existant de 31 décembre 1921, est rédigé de manière à exclure la perception de l'impôt sur les bénéfices exceptionnels. Il en était de même de l'article 2 du projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur le Budget général de 1922, ainsi que l'honorable M. Wauwermans l'a constaté dans le rapport fait au nom de la Commission spéciale ⁽¹⁾.

L'Administration a fourni, au sujet de cet impôt, les renseignements suivants et indiqué les motifs qui ont décidé le Gouvernement à renoncer à l'appliquer en 1922.

Exercice 1920.

Au 31 mars dernier, 7,874 déclarations à l'impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels étaient entrées; sur ce nombre, 4,301 déclarations avaient été examinées, 1,080 déclarations avaient été modifiées et 956 cotisations établies pour un chiffre de 27,147,566 francs, soit une moyenne d'environ 28,000 francs par cote, moyenne qui augmentera sans aucun doute au fur et à mesure que le travail d'imposition avancera, car il est à remarquer, d'une part, que celui-ci est

(1) Session de 1921-1922, document n° 18, pp. 2-3.

lié à l'établissement de la taxe professionnelle, d'autre part, que ce sont surtout les déclarations les moins importantes et les moins compliquées qui ont été les premières comprises aux rôles ; à la même date du 31 mars 1922, 720 cotes, s'élevant ensemble à 22,297,368 francs, avaient été acquittées (*Moniteur* du 26 avril 1922, pp. 3350-3351).

L'impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels n'ayant été voté que le 2 juillet 1920, aucune prévision budgétaire n'a été inscrite au Budget des Voies et Moyens de 1920.

Exercice 1921.

A la même date du 31 mars 1922, 290 déclarations étaient rentrées pour l'exercice 1921 ; 156 déclarations examinées avaient donné lieu à 85 cotisations pour un chiffre de 11,858,110 francs, soit une moyenne d'environ 14,000 francs par cote ; 47 impositions étaient acquittées, s'élevant au total à 8,424,509 francs.

Les prévisions budgétaires pour 1921 comportent une recette au profit de l'État de 125 millions, soit un montant des rôles d'environ 250 millions.

Bien que les opérations de taxation ne soient pas encore assez avancées pour permettre d'apprécier le rendement probable de cet impôt, il est peu vraisemblable que les prévisions soient atteintes.

Considérations générales. — L'impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels était destiné à entrer pour une part importante dans les ressources de l'État ; mais pour que les prévisions se fussent réalisées, il eût fallu que l'activité industrielle et commerciale des premiers mois du temps de paix se fût maintenue. Or, dès le second semestre de 1920, la crise économique fit sentir ses premiers effets. Les affaires se ralentirent considérablement ; nombres d'usines fermèrent leurs portes ; d'autres firent des stocks et rares furent celles qui purent continuer à produire leur plein rendement.

Il en résulte une réduction importante des profits de 1920 qui entraînera *ipso facto* un déchet dans le rendement de l'impôt de 1921.

Il convient toutefois de remarquer que de nouvelles déclarations rentrent tous les jours et qu'une partie seulement des déclarations rentrées jusqu'à présent ont pu être examinées.

D'autre part, la crise n'a fait que s'accroître au cours de l'année 1921, et si l'on a pu enregistrer, vers la fin de la dite année, une légère amélioration dans la situation de la grande industrie, par contre, les premiers mois de 1922 ont été marqués par une stagnation extraordinaire des affaires.

Les bénéfices de ce dernier exercice seront donc, sauf pour quelques firmes particulièrement favorisées (comme les cimentiers), absorbés par les pertes des premiers mois de l'année envisagée, de sorte que les bilans de 1921 solderont vraisemblablement, pour la plupart, sans bénéfices exceptionnels.

En élevant jusqu'à 30 % le taux applicable en matière de supertaxe (loi du 3 août 1920), le législateur a d'ailleurs permis d'atteindre les revenus professionnels ou les dividendes touchés dans une proportion qui paraît suffisante.

C'est en raison de ces considérations que le Gouvernement a renoncé à appliquer l'impôt dont il s'agit pour 1922.

Aux motifs énoncés dans cette note, ajoutons la considération d'un fait capital en pareille matière : c'est que tous les États qui avaient continué de percevoir après l'armistice les impôts établis pendant la guerre sur les bénéfices exceptionnels, appelés bénéfices de guerre ou profits excessifs, ont renoncé, au cours de l'année 1921 sinon plus tôt, à l'application de cette formule fiscale.

Une fois les conditions du commerce et de l'industrie redevenues à peu près normales, une fois rétabli le jeu de la concurrence et les profits ramenés, en règle générale, à une rémunération convenable de l'activité et des capitaux, l'impôt sur les bénéfices exceptionnels n'atteindrait que les cas peu nombreux de succès extraordinaires, dus le plus souvent au mérite supérieur de la conception ou de la direction d'une entreprise. Dès lors, une taxation excessive qui viendrait s'abattre sur les résultats acquis par quelques affaires particulièrement bien menées formerait une sorte de barrage opposé à la supériorité et aux légitimes succès ; la conséquence en serait nécessairement d'affaiblir l'esprit d'entreprise dans un pays qui a tant besoin de maintenir cet esprit à la hauteur des difficultés issues du bouleversement économique.

C'est ce qui a décidé la majorité de la Commission à se rallier à la suppression, pour l'exercice 1922, de l'impôt sur les bénéfices exceptionnels.

L'article 5 étend les dispositions de la loi du 30 juillet 1921 sur l'emprunt aux emprunts à contracter pour couvrir les excédents des dépenses sur les recettes de l'exercice 1922.

De quelles dispositions s'agit-il ?

La loi susvisée comprend trois chapitres. Le premier, relatif aux Bons du Trésor de Restauration Monétaire, n'est pas applicable ici. Le second, autorisant des emprunts pour couvrir les déficits des exercices 1919, 1920 et 1921, comprend un article 8 ainsi conçu : « Les obligations et les bons du Trésor qui seront émis en exécution de la présente loi seront acceptés, au taux net de leur émission, en paiement des termes de tout emprunt consolidé qui serait émis au terme d'une période de cinq années à compter du 1^{er} juillet 1921 ». Le chapitre III offre des dispositions d'ordre fiscal, dont la principale (art. 10) consiste à limiter à 2 % la taxe mobilière applicable aux revenus des obligations et des bons du Trésor à créer et exemptant complètement de la même taxe les bons du Trésor escomptés, c'est-à-dire ceux dont le terme de remboursement ne dépasse pas la première échéance des intérêts, lesquels sont payés anticipativement.

Il résulte de la formule générale adoptée pour le libellé de notre article 5 que toutes ces dispositions seront applicables aux emprunts à contracter pour couvrir l'excédent des dépenses sur les recettes de l'exercice 1922.

ART. 6. — La loi budgétaire devant être votée plusieurs mois après la date indiquée comme point de départ de son application, il y a lieu de modifier le texte de l'article 6 de la manière suivante : « La présente loi est obligatoire à partir du 1^{er} janvier 1922. »

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1922.**CHAPITRE PREMIER.****IMPOTS.****ARTICLE PREMIER.****Impôts cédulaires sur les revenus.**

a) *Contribution foncière* : 75,000,000 de francs.

Rappelons que, aux termes de l'article 80 des lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920, la moitié du produit de la contribution foncière est attribuée aux provinces et aux communes.

La part de l'État fut prévue, pour l'exercice 1920, à 60,000,000 de francs ; les recouvrements effectués pour cet exercice au 31 mars 1922 s'élèvent à fr. 53,505,592.77.

Pour 1921, la prévision fut portée à 75,000,000 de francs. Le total des recouvrements opérés pour cet exercice à la fin du premier trimestre de 1922, se chiffre par fr. 44,895,220.36.

Il ne faudrait pas conclure de ces résultats que le rendement prévu ne sera pas atteint et qu'il est téméraire de prévoir pour l'exercice 1922 une recette de 75 millions, non encore atteinte pour les exercices antérieurs. Le travail de revision des revenus cadastraux se poursuit ; et, s'il est vrai que le montant des cotisations pour l'exercice 1921 ne dépasse pas 55 millions de francs (part de l'État), il faut considérer cette situation comme essentiellement provisoire, l'établissement des cotisations étant à peine commencé, ainsi qu'il résulte d'une note de l'Administration.

c) *Taxe mobilière* : 100,000,000 de francs.

Les prévisions furent de 92,000,000 de francs pour l'exercice 1920, et de 100,000,000 de francs pour l'exercice 1921. Dans la période de crise que nous traversons, la plus élémentaire prudence défendait de majorer ce chiffre. Il ne faut pas oublier que la moitié de la taxe sur le revenu des actions est attribuée aux provinces et aux communes.

La taxe mobilière, grâce à la méthode facile qui en assure la perception, a donné dès à présent des résultats presque égaux aux évaluations budgétaires.

Le montant des recouvrements opérés pour 1920 s'élevait, à la date du 31 mars 1922, à 80 millions, bien que la taxe mobilière sur le capital investi ne soit pas encore établie.

Pour 1921, les perceptions se chiffraient, à la même date, par 77 millions ;

ce montant sera notablement dépassé, parce qu'il grossira de l'impôt dû sur les dividendes produits par l'exercice 1921, mais distribués au cours de l'année 1922. On peut espérer, pour cette branche de l'impôt sur le revenu, une plus-value sur les prévisions, du moins en ce qui concerne l'exercice 1921.

Quant à l'exercice 1922, malgré la réduction des dividendes de nombreuses sociétés, le chiffre de 100 millions ne semble pas exagéré comme prévision de rendement.

c) *Taxe professionnelle* : 130,000,000 de francs.

Les données que nous possédons jusqu'à présent ne permettent guère d'apprécier la justesse de cette prévision budgétaire. En effet, les résultats acquis par l'application de la taxe professionnelle en 1920 et 1921 sont moins satisfaisants que ceux obtenus des deux premières taxes :

	Prévision budgétaire.	Montant des cotisations au 31 mars 1922 (part de l'Etat.)	Montant des perceptions à la même date.
<i>Exercice 1920. fr.</i>	120,000,000	60,000,000	57,127,656 86
<i>Exercice 1921. .</i>	130,000,000	64,500,000	53,000,000 »

Il convient de répéter ici ce qui a été dit plus haut, savoir que ces chiffres sont essentiellement provisoires.

C'est une première explication du fait que le montant des cotisations établies pour la taxe professionnelle en 1921 ne représente que 5 % du chiffre inscrit au Budget, explication qui laisse le champ ouvert aux conjectures. Au point où en est l'établissement de cette taxe, aucune prévision sérieuse ne peut être formulée.

La taxe professionnelle englobe, outre les salaires, traitements, tantièmes et une portion des bénéfices des sociétés (qu'il est facile de connaître), d'autres éléments dont l'évaluation est beaucoup moins aisée, savoir les bénéfices de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et des professions libérales. De toutes les catégories de revenus, c'est la plus difficile à déterminer; et cependant il convient de savoir au plus tôt si les prévisions budgétaires correspondent à des réalités ou doivent être réduites.

Nous avons demandé une statistique, par professions, des cotisations à la taxe professionnelle. Ce travail n'a pu être entrepris jusqu'ici, en raison des nombreux devoirs administratifs plus urgents qui incombent à un personnel restreint et d'ailleurs surmené. Des instructions réglant cette statistique sont arrêtées.

ART. 2 — *Impôt complémentaire sur le revenu global (supertaxe)* :
140,000,000 de francs.

A la différence des trois impôts dont il a été question ci-dessus, celui-ci appartient sans partage à l'État. De même que la taxe professionnelle, il est

basé sur la déclaration du contribuable et dès lors influencé par le degré de sincérité que le public apporte dans ses relations avec le fisc. Et de même encore, les résultats acquis pour 1920 et 1921 ne projettent qu'une assez faible clarté sur les possibilités de rendement de cet impôt :

	Prévisions budgétaires.	Montant des cotisations.	Montant des perceptions.
<i>Exercice 1920.</i> . fr.	130,000,000	90,000,000	80,646,787 63
<i>Exercice 1921.</i> . .	140,000,000	67,000,000	39,010,435 22

Bien qu'inférieur aux prévisions, le résultat obtenu pour 1920 peut être tenu pour satisfaisant. Si l'on tient compte, d'une part, de l'impossibilité d'établir sérieusement un tel impôt en deux ans; si l'on considère, d'autre part, que les revenus encaissés en 1919 et déclarés en 1920 ne comprenaient que fort peu de dividendes et furent généralement inférieurs à ceux des années suivantes, l'on arrive à la conclusion que le chiffre de 90 millions atteint pour la cotisation à la supertaxe en 1920 promet pour les exercices suivants un montant largement supérieur et au moins égal aux prévisions budgétaires.

Signalons à propos de la supertaxe le régime appliqué aux propriétés boisées. Les propriétaires de bois sont provisoirement autorisés à comprendre dans leur revenu global, devant servir de base à la supertaxe, le montant du revenu cadastral des dits biens au cours de l'année précédente. Pour le moment, il ne sera conséquemment tenu aucun compte, tant au point de vue de la taxe professionnelle que de la supertaxe, de la vente des coupes par les propriétaires eux-mêmes.

Il va sans dire que, s'il était reconnu ultérieurement, ensuite de la mise en vigueur des dispositions spéciales à prendre au sujet de l'imposition des bois, que certains propriétaires ont été surtaxés pour les exercices 1920 et suivants, les dégrèvements nécessaires leur seraient accordés et vice versa.

* * *

A considérer dans leur ensemble les résultats obtenus jusqu'à présent par la réalisation de l'impôt sur les revenus, on est porté à l'optimisme. Certes, la tâche n'est encore qu'ébauchée; nous avons signalé ses lacunes béantes, spécialement en ce qui concerne la taxe professionnelle. Un grand progrès devra être accompli au cours de cet exercice pour que le Budget des Voies et Moyens puisse être fondé sur des assises solides. Mais les chiffres que l'Administration peut dès maintenant aligner permettent d'attendre, de l'instrument fiscal récemment mis en œuvre, un rendement conforme aux prévisions budgétaires, rendement que l'avenir verra se développer largement.

Deux conditions semblent nécessaires pour que l'impôt sur le revenu entre dans nos mœurs et apporte au Trésor des ressources croissantes : d'abord que l'on simplifie, autant que possible, la formalité de déclaration; ensuite, que les taux des taxes demeurent stables, faute de quoi la confiance et la sécurité indispensables pour le développement de la richesse feraient place à une sorte de panique permanente qui entraverait la circulation et l'emploi des capitaux. Le

taux de 40 %, constitué par l'addition de l'impôt cédulaire et de la supertaxe appliquée aux tranches du revenu supérieures à 170,000 francs, doit être tenu pour un extrême maximum, justifié seulement par les circonstances calamiteuses qu'a traversées le pays. Autrement, l'impôt progressif sur le revenu apparaîtrait comme un instrument de spoliation et de ruine; loin de produire les résultats bienfaisants qu'on en attend, il précipiterait la nation sur la pente de la décadence économique.

La note suivante que nous a transmis l'Administration des Finances résume les résultats acquis et les perspectives d'avenir pour cette branche importante des revenus de l'État :

« Il est intéressant de constater que les recouvrements au 31 décembre 1920 s'élevaient, pour l'exercice 1920, à 185,700,000 francs, alors qu'au 31 décembre 1921 les sommes perçues sur l'exercice 1921 atteignaient 283,800,000 francs. La différence en plus de 100,000,000 de francs environ témoigne des progrès accomplis dans l'instauration du nouveau régime fiscal.

» Ces progrès s'affirment pour les deux mois de 1922 : à la fin de février dernier, on avait déjà perçu 24,400,000 francs pour 1922, alors qu'à la même date de l'année antérieure on n'avait encaissé que 14,600,000 francs pour 1921. Il s'agit principalement ici des taxes retenues à la source (taxe mobilière, taxe professionnelle sur les traitements et salaires, taxe sur les spectacles, etc.).

» Pour les autres impôts sur les revenus, le travail d'établissement des rôles est en cours en ce qui concerne les exercices 1921 et 1922. Mais déjà 367,600,000 francs ont été perçus pour 1921, de sorte qu'il ne restera que des suppléments à recouvrer. Les travaux relatifs à l'exercice 1920 se poursuivront en même temps : il reste environ 150,000 déclarations à examiner. Le chiffre de 449,000,000 de francs, constaté pour cet exercice au 28 février dernier, n'est donc nullement définitif, sans compter que la taxe mobilière sur le capital n'est pas encore établie.

» En résumé, malgré les difficultés inhérentes à toute innovation, la réforme fiscale s'acclimate dans le pays; grâce au dévouement du personnel, elle ne tardera pas à donner un rendement très satisfaisant, en dépit de la crise économique persistante. »

ART. 3. — *Impôt sur le mobilier* : 20,000,000 de francs.

Rappelons que cet impôt fut établi par la loi du 28 août 1921. Lorsque le Gouvernement le proposa, il en escomptait un rendement de 35,000,000 de francs; mais la majoration du minimum exempté, d'une part, et la limitation forfaitaire de la valeur du mobilier, d'autre part, ont fortement réduit la prévision de rendement.

L'impôt sur le mobilier n'a produit jusqu'à présent que des recettes insignifiantes. Une instruction ministérielle en date du 31 octobre 1921 (2^e direction, n° 3,176), a déterminé les mesures arrêtées en vue d'en assurer la perception. Les déclarations relatives à cet impôt étant comprises dans les

formulaire établis pour les impôts sur les revenus, formulaires dont la distribution n'a commencé que tout récemment pour 1921 et 1922, il s'ensuit que les cotisations actuellement fixées sont trop peu importantes pour retenir l'attention.

L'Administration prévoit que le chiffre élevé d'exonération — qui a été doublé par voie d'amendement — aura pour conséquence de réduire à une somme peu importante le rendement de cet impôt à la campagne.

**ART. 4. — Contribution personnelle à raison des domestiques
et des chevaux : 2,000,000 de francs.**

Le rendement réel de cette taxe s'est élevé, pour 1920, à fr. 1,276,457.17; pour 1921, à fr. 829,164.29.

La prévision pour ce dernier exercice atteignait le chiffre de 2,000,000 de francs et le montant des cotisations établies au 31 mars 1922 s'élève à 950,000 francs.

Il résulte de ces constatations que la contribution personnelle, réduite à ses éléments actuels, n'est pas susceptible de produire 2,000,000 de francs, chiffre inscrit dans le projet de Budget.

**ART. 5. — Taxe sur les automobiles et autres véhicules
à moteur : 2,500,000 francs.**

Les recouvrements opérés du chef de cette taxe ont été :

<i>Exercice 1920</i>		fr.	2,079,869 12.
<i>Exercice 1921</i>			2,620,264 24.

**ART. 6. — Taxe sur les spectacles ou divertissements
publics : 15,000,000 de francs.**

Le produit de cette taxe progresse continuellement :

<i>Exercice 1920</i>		fr.	14,436,820 22.
<i>Exercice 1921</i>			17,912,369 09.

Ce dernier chiffre ne contient pas encore toutes les recettes de l'exercice. Les deux premiers mois de 1922 offrent une recette supérieure de plus de 10 % à celle de la période correspondante de 1921.

ART. 7. — Taxe sur les jeux et paris : 5,000,000 de francs.

Les sommes acquittées du chef de la taxe sur les jeux et paris depuis le 16 octobre dernier, date de la mise en application de cette taxe, jusqu'au 31 mars suivant, se sont élevées à 690,000 francs, dont 390,000 francs ont été

perçus pendant le dernier trimestre de 1921 et 300,000 francs au cours du premier trimestre 1922 ⁽¹⁾.

Le peu d'importance de ces sommes s'explique par le fait que la taxe forfaitaire d'un franc par pigeon engagé dans les concours colombophiles n'était pas payée au 31 mars écoulé et qu'un nombre restreint de réunions sportives ont été organisées pendant la période susvisée.

La prévision budgétaire, en ce qui concerne cette taxe, est donc assez aléatoire.

ART. 8. — *Redevance fixe sur les mises* : 30,000 francs.

Pas d'observations.

ART. 9. — *Douanes (Droits d'entrée)* : 255,797,150 francs.

On prévoit une recette totale de 260 millions de francs dont 4,202,850 francs devaient être attribués au Fonds communal en vertu de l'ancienne législation. Comme conséquence de la loi récemment votée par la Chambre et actuellement soumise au Sénat touchant une nouvelle organisation du Fonds des communes, il y aura lieu de majorer la recette prévue à l'article 9.

Un autre motif de majoration peut être trouvé dans le montant des recettes réelles constatées pour les quatre premiers mois du présent exercice, lesquelles s'élèvent à 133 millions ⁽²⁾. Cette forte augmentation du produit des douanes est due, en ordre principal, à l'application d'un tarif différentiel aux marchandises provenant de pays dont la monnaie est dépréciée. Il résulte de cette constatation que les mesures adoptées par le Gouvernement et approuvées par le Parlement n'ont point paralysé le commerce et, précisément parce qu'elles ne sont pas tombées dans l'exagération, procurent au Trésor un supplément de ressources fort opportun.

ART. 10. — *Accises* : 198,951,000 francs.

Le produit total des droits d'accises est évalué à 236,250,000 francs. Mais, suivant la méthode qui a été appliquée jusqu'à présent pour la constitution du Fonds communal, une partie du montant de ces droits est distraite des ressources générales du Trésor pour alimenter le susdit Fonds. La quote-part ainsi utilisée s'élèverait, pour le présent exercice, à 37,299,000 francs. Si les Chambres adoptent le projet de loi qui leur en a été soumis concernant le « Fonds des communes », l'article 10 devra comprendre la totalité du produit des droits d'accise.

Ce produit s'est élevé pour l'exercice 1921 à 240,984,599 francs, dont 198,666,285 francs pour la part de l'État. Cette recette est supérieure de 15,000,000 aux évaluations budgétaires. Nous donnons ci-dessous le tableau comparatif des prévisions et des recettes réelles.

(1) Un relevé plus récent donne les chiffres de fr. 426,599.13 et fr. 368,012.97.

(2) Les droits de douane se sont élevés, pour le premier trimestre 1922, à 100 millions 310,225 francs et pour le mois d'avril à 33 millions.

NATURE DES PRODUITS.	Prévisions budgétaires. (Part de l'Etat.)	RECETTES EFFECTUEES								
		du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1921. Exercice courant			du 1 ^{er} au 31 janvier 1922. Exercice antérieur.			TOTAL.		
		TOTAL.	Part de l'Etat.	Part des communes.	TOTAL.	Part de l'Etat.	Part des communes.	TOTAL.	Part de l'Etat.	Part des communes.
Taxe spéciale sur les sucres ⁽¹⁾ .	»	39,150 »	39,150 »	»	»	»	»	39,150 »	39,150 »	»
Vins étrangers	16,250,000	40,027,390 06	26,017,803 53	14,009,586 53	»	»	»	40,027,390 06	26,017,803 53	14,009,586 53
Vins mousseux	40,000	61,888 41	61,888 41	»	59 20	59 20	»	61,947 61	61,947 61	»
Boissons fermentées de fruits frais	»	84,586 22	84,586 22	»	56 48	56 48	»	84,642 70	84,642 70	»
Eaux de vie indigènes. . .	60,375,000	82,551,918 47	72,070,949 02	10,480,969 45	725,532 17	606,634 06	118,898 11	83,277,450 64	72,677,583 08	10,599,867 56
Bières	11,700,000	24,796,488 61	16,117,717 60	8,678,771 01	863 »	860 95	302 05	24,797,351 61	16,118,278 55	8,679,073 06
Vinaigres (autres que de bières).	26,000	30,815 12	20,029 83	10,785 29	»	»	»	30,815 12	20,029 83	10,785 29
Acides acétiques	58,500	134,000 78	87,100 51	46,900 27	»	»	»	134,000 78	87,100 51	46,900 27
Sucres et sirops de raffinage.	13,000,000	25,662,616 89	16,681,022 77	8,981,594 12	51,732 06	33,625 84	18,106 22	25,714,348 95	16,714,648 61	8,999,700 34
Glucoses et autres sucres non cristallisables.	1,500,000	1,352,359 45	1,352,359 45	»	»	»	»	1,352,359 45	1,352,359 45	»
Margarines et autres beurres artificiels	1,000,000	995,858 98	995,858 98	»	2,140 95	2,140 95	»	997,999 93	997,999 93	»
Droit proportionnel sur les tabacs	59,000,000	47,043,520 95	47,043,520 95	»	825,130 86	825,130 86	»	47,868,651 81	47,868,651 81	»
Tabacs étrangers	12,000,000	12,590,149 56	12,590,149 56	»	»	»	»	12,590,149 56	12,590,149 56	»
Tabacs indigènes	8,000,000	3,426,844 37	3,426,844 37	»	197,286 98	197,286 98	»	3,624,131 35	3,624,131 35	»
TOTAUX.	183,079,500	238,797,587 87	196,388,981 20	42,208,606 67	1,802,201 70	1,665,495 32	137,306 38	240,600,389 57	198,254,476 52	42,345,913 05

(1) Taxe établie sous l'occupation, rappel de droits.

Pendant le premier trimestre de 1922, les recouvrements se sont élevés à 64,729,198 francs, dont fr. 52,679,433.15 pour la part de l'État.

Des observations ont été formulées dans une Section au sujet du litt. b) de l'article 9. On a jugé dérisoire la somme de 40,000 francs prélevée sur les vins mousseux et demandé si l'extrême modération de ce droit ne résultait pas d'un engagement qui aurait été pris envers le Gouvernement français.

Mais remarquons d'abord que la recette réelle perçue de ce chef pour l'exercice 1921 s'élève à fr. 61,947.61.

Pour le surplus, le Département des Finances nous a communiqué les renseignements suivants :

Le droit de base du tarif belge sur les vins mousseux est de 60 francs l'hectolitre. Mais ce taux est affecté actuellement d'un coefficient 3, de sorte que les vins en question supportent une charge fiscale de 180 francs l'hectolitre.

En 1921, il a été importé, en chiffres ronds, 28,000 hectolitres, pour une valeur déclarée de 39,600,000 francs, d'où une valeur moyenne de 1,400 francs l'hectolitre.

A cette valeur moyenne de 1,400 francs l'hectolitre correspond ainsi une incidence de droit de 180 francs l'hectolitre, répondant à une charge de 13 % *ad valorem*.

En ce qui concerne le régime définitif à instaurer par rapport aux vins, la question se lie à la péréquation générale du tarif des douanes, dont les travaux préparatoires sont dans le stade d'achèvement.

Litt. c. — *Eaux-de-vie indigènes* : 69,000,000 de francs.

La recette réellement recouvrée en 1921 est de fr. 72,677,583.08 pour la part de l'État.

Les divergences qui se manifestent dans les deux Chambres chaque fois qu'est soulevée la question du régime de l'alcool n'ont pas manqué de s'affirmer, à propos du présent budget, dans différentes sections ainsi qu'au sein de la Commission des Finances. Il ne paraît pas opportun de reproduire ici les opinions émises sur cet important problème.

Art. 11. — *Recettes diverses* : 5,876,500 francs.

En augmentation de 370,500 francs sur le chiffre inscrit au Budget de 1921. Cette augmentation est justifiée par des raisons spéciales (Cf. Développements du Budget, p. 27).

Au surplus, l'évaluation budgétaire concernant cet article pourrait être notablement relevée : nous constatons, en effet, que les recettes diverses ont produit fr. 33,647,756.18 en 1920 et de 30,654,667 francs en 1921.

Au sujet de deux de ces recettes, les renseignements suivants nous ont été

transmis par le Département des Finances pour répondre à des questions posées en section :

Rendement en 1921.

Litt. b) de l'article 11 :

1° *De la taxe additionnelle sur les eaux-de-vie* (part de 5 % attribuée à l'État, pour frais de perception au profit du fonds spécial des communes) :

Eaux-de-vie étrangères	fr. 216,363 »
Eaux-de-vie indigènes.	263,710 »
TOTAL.	fr. 480,073 »

2° *Des taxes pour travaux extraordinaires de chargement et de déchargement des navires* : 512,984 francs.

ART. 12. — *Enregistrement et transcription* : 211,000,000 de francs.

L'augmentation de 61,000,000 de francs par rapport aux évaluations de 1921 est motivée dans les développements du Budget. Depuis que les prévisions ont été établies, la recette de 1921 a pu être déterminée dans sa totalité; elle s'élève à fr. 182,525,603.13. L'activité des transactions immobilières se ralentissant, la législation sur les loyers en contrariant leur développement, l'Administration compétente n'a pas cru pouvoir proposer un chiffre supérieur à 160,000,000 de francs pour le produit des droits, tels qu'ils étaient fixés avant la loi du 19 août 1921. Le supplément de ressources qui sera fourni par l'application de cette dernière loi est évalué 51,000,000 de francs.

Ajoutons que les recouvrements opérés pendant le premier trimestre de 1922, lesquels se chiffrent par fr. 54,489,994.01 justifient largement la prévision budgétaire.

ART. 13. — *Greffe* : 2,800,000 francs.

Augmentation de 1,600,000 francs par rapport au budget de 1921, à résulter des dispositions de la loi du 28 août 1921, qui a doublé des droits de greffe. Les recettes du premier trimestre s'élevant à fr. 757,085.76, la prévision budgétaire paraît confirmée par les résultats acquis.

ART. 14. — *Hypothèques. Droit d'inscription* : 2,000,000 de francs.

Augmentation de 750,000 francs par rapport à l'exercice précédent.

L'exercice 1921 a donné, comme produit de ce droit fr. 2,645,620.29; le taux ayant été à peu près doublé par la loi du 28 août 1921, les recettes du premier trimestre 1922 se sont élevées à fr. 737,857.79. La prévision budgétaire pourrait donc être majorée de près d'un million.

ART. 15. — Successions : 120,000,000 de francs.

Augmentation de 20 millions par rapport à la prévision de 1921.

Cette évaluation est basée sur diverses considérations :

a) La recette à recouvrer en 1921 était estimée, lors de l'établissement des prévisions budgétaires valoir 80 millions. A la fin du premier trimestre de 1922, elle se chiffrait exactement par fr. 62,048,894.28. On peut encore escompter le recouvrement de 18 millions au moins.

b) Ce montant de 80,000,000 de francs sera obtenu bien que la loi du 16 août 1920 (qui majore de 50 % les droits de succession) n'ait eu d'influence sur les recettes qu'à partir du 30 juin 1921. Par conséquent la recette de 1921 n'équivaut qu'à 125 % approximativement de celle qu'on aurait obtenu sans le relèvement des droits ; mais si ce relèvement avait influencé les recettes dans tout le cours de l'exercice ce produit eût été : $\frac{80,000,000 \times 150}{125} = 96,000,000$ de francs.

c) A ce produit, arrondi au chiffre de 100,000,000 de francs, l'on ajoute le supplément de recettes à résulter de diverses dispositions de la loi du 28 août 1921, supplément que l'on fixe provisoirement à 20,000,000 de francs.

Nous ne pouvons que prendre acte de ces précisions, sous bénéfice d'inventaire.

A propos des droits de succession, rappelons encore les plaintes si légitimement élevées contre la superposition des taxes sur les héritages qui comprennent des biens situés dans plusieurs pays. Un accord international devrait être conclu pour éviter des abus dont la Presse a signalé maint exemple.

ART. 16. — Timbre : 60,000,000 de francs.

Augmentation de 10 millions par rapport à l'évaluation du budget de 1921 : c'est la recette supplémentaire attendue de l'application de la loi du 28 août 1921.

Notons que les recettes de l'exercice 1921 se sont élevées à fr. 52,270,384.49 pour cet article, dépassant de plus de deux millions les prévisions, et que le premier trimestre de 1922 a donné fr. 17,024,077.48, ce qui permet d'espérer une recette supérieure au chiffre prévu.

ART. 18. — Amendes en matière d'impôts : 2,000,000 de francs.

Augmentation de 1,200,000 francs par rapport à l'évaluation antérieure.

Les recouvrements effectués de ce chef en 1921 montent à la somme de fr. 2,156,813.22.

ART. 19. — Amendes de condamnations en matières diverses et dommages-intérêts : 7,500,000 francs contre 6,610,000 francs prévus pour 1921.

Pour cette dernière année, la recette s'est élevée à fr. 3,839,383.38 ; la loi du

24 juillet 1921 établissant les centimes additionnels sur les amendes pénales permet de prévoir une majoration.

Les articles 12-19 que nous venons de passer en revue, articles dans lesquels s'inscrivent les divers produits dépendant de l'administration de l'enregistrement, forment un total de 405 millions. S'il est vrai qu'une assez large part d'incertitude subsiste dans certaines évaluations de cette catégorie de recettes, il y a tout lieu de présumer que, dans l'ensemble, ce total sera obtenu.

ART. 20. — *Taxe de transmission* : 200,000,000 de francs.

C'est le rendement qui fut indiqué comme probable dans l'Exposé des motifs de la loi du 28 août 1921.

Le montant des recouvrements effectués, du chef de cette taxe, durant le premier trimestre de 1922, s'élève à fr. 67,949,248.16; si pareille recette se maintient dans tout le cours de l'année, le produit total de la taxe de transmission atteindra 270 millions.

Comme il fallait s'y attendre, l'application de cette taxe — dont le principe est admis dans la plupart des pays éprouvés par la guerre — a soulevé des plaintes et des réclamations, qui ne manqueront pas de retentir dans les deux Chambres.

Au point de vue des modalités d'application, on a fait observer que de regrettables divergences séparent les méthodes adoptées dans les différents ressorts. Il faudrait, a-t-on dit, régler certains points par des instructions générales.

Ainsi notamment pour les opérations commerciales connues sous le nom de filières.

A une question posée sur ce point spécial par M. Pécher, M. le Ministre des Finances a répondu en invoquant l'instruction provisoire n° 3, d'où résulte que la taxe n'est applicable qu'à « la dernière transmission, celle qui aboutit à la prise de possession de la marchandise » (1).

Les plaintes les plus vives portent sur l'application répétée de la taxe à un même objet, soit que cet objet passe en plusieurs mains avant d'être livré au consommateur, soit qu'un magasin central le fournisse à diverses succursales. Le principe de la libération définitive d'une marchandise moyennant un seul paiement de la taxe est prôné par les milieux commerciaux, qui paraissent disposés à subir un relèvement du taux de l'impôt, afin de compenser la perte à résulter pour le Trésor de l'exonération des transmissions multiples.

Votre Commission des Finances n'a pas cru devoir ouvrir, à propos du budget, une discussion sur ces difficiles questions.

D'autre part, on s'est plaint du retard qu'a subi l'exécution des dispositions

(1) Ministère des Finances. Administration de l'enregistrement et des domaines. Instruction provisoire, n° 3, p. 8.

légales qui établissent un tarif spécial pour la transmission de certaines marchandises de luxe. Le Département des Finances explique ce retard comme suit :

« L'arrêté royal du 25 mars 1922 publié au *Moniteur* du 28 dito, n° 88, fixe au 15 mai 1922 l'entrée en vigueur de l'article 38 de la loi du 20 août 1921 créant la taxe de luxe.

» Les timbres destinés à l'acquittement de cette taxe n'ont pu être fabriqués plus tôt, le personnel de l'atelier général du timbre ayant dû consacrer toute son activité à la confection des timbres « Taxe de transmission ». Plusieurs centaines de millions de ces dernières vignettes ont dû être fabriquées (près de 200,000,000 à fin février) avant d'entreprendre le tirage des timbres « Taxe de luxe ». Dès maintenant, les bureaux de débit sont cependant en possession d'un stock suffisant de ces valeurs pour faire face aux premiers besoins. »

Il ne paraît pas douteux que le rendement de la taxe de transmission, grossi du produit de la taxe de luxe, s'élève à 300,000,000 de francs pour le présent exercice.

CHAPITRE II.

PÉAGES.

ART. 24. — *Rivières et canaux* : 2,500,000 francs.

Les recettes perçues en 1921 n'ont atteint que la somme de fr. 4,885,190.07.

A propos de cet article, certains membres ont suggéré l'idée d'établir une taxe sur les affrètements, à l'imitation de celle qui est instituée en France.

CHAPITRE III.

CAPITAUX ET REVENUS.

ART. 25. — *Domaines (valeurs capitales)* : 20,000,000 de francs.

Les recettes encaissées pour l'exercice 1921 s'élevaient, à la date du 31 mars 1922, à fr. 19,777,060.11.

Sont compris dans cette somme les dommages-intérêts alloués à l'État par les Cours d'Assises pour cause de trafic avec l'ennemi.

Il n'est pas possible actuellement de détailler les recettes que composent ce total, l'Administration n'ayant pas reçu les comptes individuels des receveurs de l'enregistrement.

ART. 28. — *Produits divers et accidentels* : 3,500,000 francs.

Les recettes de 1921 montent à fr. 4,018,933.26.

ART. 29. — *Revenus des domaines* : 4,500,000 francs.

On a recouvré pour 1921, fr. 6,776,287.53.

A la demande de plusieurs membres, nous insérons à la suite de ce rapport un relevé sommaire des biens domaniaux et de leurs produits.

ART. 32. — *Produits divers des prisons* : 5,000,000 de francs.

Les recettes pour 1921 se sont élevées aux chiffres suivants :

Produits du travail à charge :

Budgets de l'État	fr. 20,712 52
Divers.	898,024 21

Ventes. — Recettes diverses à charges :

Budgets de l'État	266,841 08
Divers.	127,304 38
Masse des détenus (cantine, en régie, etc.)	151,218 35
TOTAL.	fr. 1,464,100 54

Le montant des revenus de l'article 32 « Produits divers des prisons » du Budget des Voies et Moyens de 1922, estimé primitivement à 5,000,000 de francs a été ramené par voie d'amendement à 2,500,000 francs comme conséquence des réductions opérées sur divers articles du budget ordinaire des prisons.

ART. 41. — *Produit du placement des fonds disponibles du Trésor* :
5,000,000 de francs.

La Commission des Finances insiste pour que soit dressé le compte de la Trésorerie, lequel offre, dans les circonstances actuelles, à raison notamment des versements de l'Allemagne, une importance considérable.

Le Gouvernement propose, par voie d'amendement, d'insérer un article 45^{bis} ainsi libellé :

Quote-part de l'État dans les bénéfices de la Société Nationale de crédit à l'industrie : 140,000 francs.

Les recettes antérieurement perçues de ce chef furent imputées sous la rubrique des « recettes diverses et accidentelles » ; maintenant que cette source de revenu apparaît comme régulièrement productrice, il convient d'y affecter un article spécial.

CHAPITRE IV.

REMBOURSEMENTS.

ART. 52. — *Recettes diverses et accidentelles* : 5,000,000 de francs.

Les recettes de cette nature se sont élevées, pour l'exercice 1921, à la somme de fr. 62,878,699.40 se décomposant comme suit :

a) Soldes de comptes et restitutions	fr. 19,695,190 15
b) Remboursements	2,528,323 45
c) Bonifications au Trésor	9,041,429 67
d) Produits divers.	11,809,142 57
e) Versements (10,000 environ) dont la classification n'a pu être faite jusqu'ici	19,804,613 56
TOTAL fr.	<u>62,878,699 40</u>

ART. 64. — *Prélèvement sur le budget des Régies* : 165,000,000 de francs.

La Commission des Finances propose de reporter cet article au chapitre VI (nouveau), sous lequel seraient groupées les *recettes compensatoires*.

DEUXIÈME SECTION. — RECETTES EXCEPTIONNELLES.

CHAPITRE V.

ART. 65. — *Impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre* : 25,000,000 de francs.

Le montant au profit de l'État, des cotisations à l'impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre, comprises dans les rôles mis en recouvrement pendant l'année 1921, s'est élevé à 85 $\frac{1}{2}$ millions environ. Quant aux sommes revenant au Trésor, dans les perceptions effectuées au cours de la même année, elles ont atteint 90 millions en chiffres ronds.

Le nombre de cotisations restant à établir au 31 mars écoulé, paraît pouvoir être fixé à 5,000. Près de 50,000 redevables de l'impôt dont il s'agit sont déjà cotisés : 45,000 d'entre eux avaient acquitté à la dite date en tout ou en partie le montant de leurs redevabilités.

Des 800 millions que comportent les rôles rendus exécutoires, 468 millions restaient à recouvrer, dont 217 millions sont présumés irrécouvrables. La rentrée de 59 millions est assurée par les garanties prises par l'Administration (immeubles en voie d'expropriation, titres et dépôts saisis, etc.). Les dites sommes s'entendent du montant global de l'impôt dont la moitié est censée représenter la part de l'État.

ART. 66. — *Produit du butin de guerre* : 2,000,000 de francs.

En ce qui concerne les recettes et les dépenses faites par les services de la récupération, il importe de remarquer, d'une part, que le montant des recettes, soit fr. 208,623,910.03 sera ultérieurement augmenté de nombreux millions représentant la valeur du matériel remis par la Commission centrale de récupération aux sinistrés à valoir sur les indemnités du chef de dommages de guerre, valeur dont le Département des Affaires Économiques sera débité; d'autre part, que les dépenses, au montant de fr. 52.370,264.73 comprennent de très fortes sommes déboursées pour la destruction et le démontage des stocks de munitions comprises parmi le butin de guerre.

Le tableau suivant indique les recettes et les dépenses du Service de récupération du butin de guerre pour les exercices 1919, 1920, 1921 et les quatre premiers mois de 1922 :

Exercice 1919.

		Total général des dépenses en 1919-1922.	Total général des recettes en 1919-1922.
Recettes en 1919	. fr. 60,232,730 90		
Id. en 1920	. . 3,077,199 91		
Total.	. . fr. 63,309,930 81		63,309,930 81
Dépenses	. fr. 17,589,186 79	17,589,186 79	
Net.	. . fr. 45,720,744 02		

Exercice 1920.

Recettes en 1920	. fr. 85,477,540 84		
Id. en 1921	. . 12,983,985 68		
Total	. fr. 98,461,526 52		98,461,526 52
Dépenses	. fr. 20,431,082 37	20,431,082 37	
Net	. fr. 78,030,444 15		

Exercice 1921.

Recettes en 1921	. fr. 40,255,311 20		
Id. en 1922	. . 2,727,936 16		
Total. . . .	. fr. 42,983,247 36		42,983,247 36
Dépenses	. fr. 12,849,995 57	12,849,995 57	
Net. . . .	. fr. 30,133,251 79		

Exercice 1922.

Recettes (au 30 avril 1922) fr.	3,869,205 36	3,869,205 36
Dépenses environ (à la même date)	1,500,000 »	1,500,000 »
Total général des recettes . . . fr.		208,623,910 05
Total général des dépenses. . . fr.	52,370,264 73	52,370,264 73
Produit général net. . . . fr.		156,253,645 32

On remarque que le pourcentage des dépenses augmente à mesure que la récupération approche de son terme; d'où opportunité d'activer les opérations et de réduire le personnel.

TROISIÈME SECTION (nouvelle).**RECETTES COMPENSATOIRES.****CHAPITRE VI (nouveau).**

ART. 66^{bis}. — *Prélèvement sur le budget des régies de la part qui lui incombe dans les charges de la Dette publique portées à l'ordinaire : 165,000,000 de francs.*

Ce chiffre correspond au total des charges financières inscrites dans le budget des régies ; il se décompose comme suit :

CHEMIN DE FER :

Intérêts du capital de premier établissement fr.	93,734,683 35
Amortissement de ce capital	21,377,514 »
Intérêts des sommes alloués pour indemnités de vie chère.	4,744,663 81
Annuités de rachat de lignes privées	16,345,409 29
AUTRES RÉGIES :	28,797,730 00
TOTAL. . . . fr.	165,000,000 35

Toutefois, pour que le prélèvement contribuât effectivement à l'équilibre budgétaire, il faudrait que, d'autre part, le budget d'exploitation des régies laissât un disponible au moins égal à la somme imputée ainsi sur les Voies et Moyens. Or les prévisions budgétaires établies pour 1922 accusent un déficit de 218 millions comme balance des recettes et des dépenses des régies, charges financières comprises. Si ces prévisions devraient se réaliser, le prélèvement inscrit à l'article 66^{bis} serait illusoire et le déficit de régies devrait être couvert par les ressources générales du Trésor.

Mais le rapport de la Commission spéciale qui a examiné le Budget des régies permet d'envisager un résultat meilleur. « Pour l'année 1921 », conclut le rapport, « le déficit des Chemins de fer sera de 30,000,000 de francs environ. A raison des augmentations de traitement et de salaire accordées au personnel, le déficit de 1922 sera un peu plus élevé. Mais il est permis de prévoir que, grâce à la recherche des économies qui se poursuit avec ardeur, grâce aussi à une reprise du trafic qui s'annonce, l'équilibre budgétaire de cet important service sera bientôt atteint. »

« La Poste équilibre son budget. »

« Les Télégraphes et Téléphones trouveront dans le nouveau tarif téléphonique de quoi balancer leurs comptes. »

« La Marine, il est vrai, figure avec un mali de 35,000,000 de francs qui ne pourra guère être réduit dans les premières années; mais ce service revêt davantage le caractère d'un service public ordinaire que d'une régie... »

Bref, le déficit de 218,000,000 de francs qui grève le projet de Budget pourrait être ramené promptement à une cinquantaine de millions; dès lors le prélèvement porté à l'article 66^{bis} deviendrait pour une large part une réalité; un nouvel effort aboutirait sans doute, en quelques années, à libérer complètement cette recette compensatoire.

ART. 67. — *Remboursement par l'Allemagne des frais des troupes belges d'occupation* : 112,240,000 de francs.

Il s'agit d'une créance fixée forfaitairement et privilégiée sur le montant des versements allemands. Cette recette compense une partie de nos charges militaires inscrites au service ordinaire de la Défense nationale.

ART. 68. — *Droits de recouvrement perçus par l'office belge de vérification et de compensation* : 9,550.000 de francs.

En vertu du § 9 de l'annexe à la section III de la partie X du Traité de Versailles, cet office peut, sur les sommes portées à son crédit, opérer « toute retenue jugée nécessaire pour risques, frais ou droits de commission ». (1)

ART. 69. — *Prélèvement compensatoire sur les recettes de réparation* : 433,000,000 de francs.

Il a été établi que la Trésorerie belge a décaissé pour dépenses de réparations incombant à l'Allemagne un capital de 8,661 millions, lequel se trouve confondu dans la masse de notre dette publique. L'intérêt de ce capital est évalué 433

(1) Traité de paix, p. 143.

millions, somme qui grève le service ordinaire de la Dette, bien que l'Allemagne en soit redevable en vertu du Traité de paix.

Dès lors le Gouvernement a jugé légitime d'insérer au Budget des Voies et Moyens, une recette d'égale importance à prélever sur les versements effectués par l'Allemagne, le surplus de ces versements étant imputé sur le Budget des dépenses recouvrables.

En principe, on ne peut contester la légitimité de cette compensation. Mais au point de vue des finances de l'État, il est à craindre qu'une pareille théorie, si elle est appliquée systématiquement et abstraction faite des réalités, engendre des difficultés d'autant plus grandes qu'on aurait tardé plus longtemps à les prévoir.

Le prélèvement de 433 millions sur les recettes de réparation est admissible pour l'exercice 1922, parce que l'encaissement de la Priorité produira un excédent au budget des dépenses recouvrables. Mais c'est là un fait exceptionnel dont il serait imprudent d'escompter le retour, étant donné les exigences de ce dernier budget et l'épuisement prochain de la Priorité. On ne pourra donc fonder l'équilibre des budgets futurs sur une recette purement comptable et théorique, qui ne ferait en somme que masquer un déficit réel et permanent.

ART. 70. — *Recette compensatoire du chef de la charge afférent à la dette contractée pour le retrait des marcs : 97,000,000 de francs.*

Les charges qui résultent de cette opération sont inscrites au budget extraordinaires, parce qu'elles correspondent à l'acquisition d'un capital. Mais le budget ordinaire de la dette publique supportant le service d'une partie des emprunts contractés pour l'échange des marcs, l'imputation d'une somme égale au montant de ce service comme recette compensatoire est justifiée au point de vue de la comptabilité.

Reste à savoir si, et dans quelle mesure, cette recette compensatoire correspond ou correspondra dans l'avenir à un produit réel. Un projet d'arrangement avec l'Allemagne existe, projet dont l'exécution rendrait productive la somme de marcs possédée par le Trésor.

M. le Ministre des Finances disait à ce sujet le 5 avril dernier : « Maintenant les difficultés ont disparu et nous avons demandé officiellement au gouvernement allemand de prendre position. Si la Convention est ratifiée par le Reichstag, elle sera soumise au Parlement belge. Si le Parlement la ratifie, nous obtiendrons compensation d'une partie tout au moins des sacrifices qui ont été faits depuis l'armistice pour retirer de la circulation les marcs imposés pendant l'occupation. »

Jusqu'à présent, le Reichstag n'a pas été saisi de ce projet d'arrangement.

M. Theunis continuait ainsi : « Vous n'ignorez pas qu'en contre-partie des paiements que l'Allemagne s'engageait à faire, en vertu du projet de convention existant actuellement, la liquidation des sequestres aurait été arrêtée et les biens allemands non liquidés rendus à leurs possesseurs, sous condition par ceux-ci de

les liquider eux-mêmes dans un délai déterminé. La condition de la liquidation dépend donc, en premier lieu, du Parlement allemand et de la ratification éventuelle de la convention nouvelle par le Parlement belge. »

Il convient toutefois de remarquer que, en cas de liquidation des biens sequestrés au profit de l'État belge, les sommes à retirer de cette opération doivent, en vertu des articles 243 et 297 du Traité de Versailles, être portées au crédit de l'Allemagne au titre de ses obligations de réparer. On ne peut, dès lors, affecter le produit des liquidations au service des dettes résultant de l'échange des marcs. A défaut d'une intervention du Reich, le Trésor belge ne peut trouver de recettes imputables sur l'article 70 de notre Budget qu'en réalisant un emploi lucratif de la somme de marcs qu'il détient.

*
* *

L'examen que nous venons de faire du Budget des Voies et Moyens, à la lumière des données statistiques les plus récentes, suggère plusieurs conclusions intéressantes.

En arrondissant quelque peu les chiffres des recettes qui peuvent être escomptées, les prévisions s'établissent comme suit :

<i>Contributions directes.</i>	fr.	500 millions
<i>Douanes</i> (en substituant à l'évaluation du projet de budget les recettes réelles de janvier-avril 1922 et supposant que ces recettes se maintiennent)		400 id.
<i>Accises</i> (y compris la part du Fonds communal) et recettes diverses.		300 id.
<i>Enregistrement et successions</i>		400 id.
<i>Taxes de transmission et de luxe</i>		300 id.
<i>Total du produit des impôts.</i>		1,900 id.
<i>Capitaux et revenus</i>		90 id.
<i>Remboursements</i>		80 id.
<i>Recettes exceptionnelles</i>		27 id.
Recettes compensatoires :		
<i>Armée d'occupation</i>		112 id.
<i>Office de compensation</i>		9 id.
<i>Charges financières des régies</i> (net, en attendant mieux)		100 id.
<i>Produit des marcs.</i>		?
TOTAL.		fr. 2,318 millions

2,300,000,000 à 2,400,000,000 de francs, telle est actuellement la somme de nos recettes ordinaires, normales et permanentes, chiffre assurément imposant qui, naguère encore, semblait presque inaccessible.

Nos dépenses ordinaires sont fixées, d'après les projets budgétaires, à 2,581,000,000 de francs. Adoptons ce chiffre, sans tenir compte des modifications certainement peu sensibles qu'il subira; mais ajoutons :

1° Une somme de 20,000,000 de francs qui grèvera désormais le Budget de la Dette pour bonification à la régie des Postes de l'intérêt afférent au montant des comptes chèques postaux ;

2° Une somme de 100,000,000 de francs à prélever sur les ressources générales du Trésor pour constituer le Fonds des communes ;

3° Une somme actuellement indéterminée pour le service des dettes dues aux Puissances alliées.

L'ensemble des dépenses ordinaires atteindra donc un chiffre de 2,700,000,000 à 2,800,000,000 de francs; sans doute, il faut compter sur l'œuvre de réforme récemment entreprise pour réaliser de nouvelles économies; mais ne doit-on pas prévoir aussi une progression normale de certaines dépenses. Pour établir l'équilibre entre ce chiffre et celui des recettes de même nature, il faut donc créer des ressources supplémentaires à concurrence de 300,000,000 à 400,000,000 de francs. La Commission des Finances estime que, pour réaliser ce but, le Gouvernement devrait proposer de nouvelles dispositions fiscales au début de la prochaine session. Ainsi, l'équilibre obtenu cette année, grâce au bénéfice de notre priorité de réparation, serait définitivement acquis.

Sans doute, il importera ensuite d'observer le développement du Budget des *dépenses recouvrables*, qui pourrait apporter des surprises désagréables. Cependant, après l'achèvement de cette première étape, la situation financière de l'État sera fortement consolidée.

Sous le bénéfice de ces observations, votre Commission des Finances vous propose, Messieurs, d'approuver le projet de Budget des Voies et Moyens proposé pour 1922.

Le Rapporteur,
MAURICE HOUTART.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

ANNEXE I.

**Circulaire du Ministre des Finances relative à la perception
des impôts sur le revenu.**

Bruxelles, le 27 mars 1922.

A Monsieur le Directeur des Contributions, à Bruxelles.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

La situation des recouvrements accusée par les états n° 330 formés pour le mois de février écoulé peut, dans son ensemble, être considérée comme satisfaisante et elle témoigne d'un effort louable de la part des fonctionnaires intéressés.

Dans certains domaines, il semble cependant que les résultats acquis auraient pu être meilleurs encore.

C'est ainsi qu'en matière de *contribution foncière*, les rôles des exercices 1920 et 1921 ne sont respectivement apurés qu'à concurrence de 81 et 85 %. Or, pour les dites années, cet impôt est *intégralement* exigible et, dès lors, les comptables sont tenus d'en poursuivre énergiquement la rentrée.

En ce qui concerne les *perceptions à la source*, le total des sommes recouvrées à la fin du mois dernier marque un progrès sérieux sur celui de la période correspondante des deux premières années d'application du régime fiscal nouveau. Il importe de maintenir cet avance; à cette fin, les receveurs veilleront soigneusement à la tenue régulière des échéanciers n° 283 et des relevés n° 284 de façon à pouvoir assurer la perception, en temps opportun, des taxes mobilières et professionnelle dues par les redevables mentionnés dans ces documents.

Quant aux rôles de la *taxe professionnelle* et de la *supertaxe* de 1920, les recouvrements opérés atteignent respectivement 79 et 80 % du total des cotisations y comprises; pour 1921, ces pourcentages ne sont que de 57 et 49 %.

Ici encore, il appartient aux comptables de prendre les dispositions nécessaires pour accélérer la perception des impositions arriérées. Dès que le terme d'un mois, à compter de la remise des avertissements-extraits de rôle (art. 59, § 1^{er}, R. I.) est expiré, un avis et un dernier avertissement n° 247 doivent être successivement adressés, à court intervalle, aux retardataires et, sauf circonstances spéciales, les poursuites seront entamées à charge de ceux qui ne s'acquitteront pas dans les délais fixés.

Des facilités de paiement ne peuvent être consenties que dans des cas tout à fait exceptionnels; il est à remarquer, en effet, que le retard apporté à l'établissement des cotisations de 1920 et 1921 perçues par rôles a eu pour conséquence de faire bénéficier les contribuables ainsi taxés d'un régime plus favorable que

celui appliqué aux appointés et salariés, qui se sont vu retentr, à chaque paiement, le montant de l'impôt y afférent.

L'effort des comptables devra aussi tendre à améliorer la situation des recouvrements en matière d'impôt spécial sur les bénéfices de guerre. On constate, dans ce domaine, une diminution anormale des rentrées : alors que jusqu'au 31 décembre 1921, la moyenne mensuelle des perceptions était de 15 à 17 millions, il n'a été recouvré, pour les mois de janvier et de février derniers, respectivement que 3 et 7 millions environ.

C'est là un état de choses auquel il doit absolument être remédié. Aussi, dès la réception de la présente, les receveurs aviseront-ils aux mesures propres à activer la rentrée dudit impôt. Dans les limites prévues à la circulaire du 24 décembre dernier, n° 6428, les poursuites seront entamées ou continuées à charge des retardataires et il ne sera sursis aux mesures d'exécution que sur instructions formelles de l'Administration.

Il est d'ailleurs expressément recommandé de hâter l'instruction des réclamations relatives à l'impôt spécial.

Pour le 15 juin prochain, les receveurs formeront un relevé des cotisations à l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre d'un import de plus de 10,000 francs restant à recouvrer en tout ou en partie. Ce relevé mentionnera :

- 1° Les noms, prénoms, profession et résidence des redevables ;
- 2° La date de la délivrance de l'avertissement, extrait du rôle ;
- 3° Le montant de la cotisation avec indication de la partie pour laquelle un sursis de paiement est accordé par application du § 36, R. 3151 ;
- 4° La somme incontestablement exigible, s'il y a réclamation ;
- 5° Le montant des recouvrements ;
- 6° Les démarches et poursuites faites (avec dates) en vue du recouvrement ;
- 7° Les raisons qui justifient l'absence ou l'interruption des poursuites ;
- 8° à 11° Les mesures à prendre pour hâter le recouvrement : propositions du receveur, du contrôleur, de l'inspecteur, du directeur ;
- 12° Observations.

Ces relevés seront dressés sur papier propatria, avec beaucoup de soin, les inscriptions étant séparées par un trait à l'encre et un espace suffisant étant réservé à chacune d'elles (4 par page au maximum) ; ils parviendront à l'administration pour le 15 juillet au plus tard.

*
* *
*

Si, pour les exercices de la période de guerre, l'administration a recommandé de se montrer large dans l'appréciation des motifs d'irrecouvrabilité, il entre dans ses intentions d'en revenir, en cette matière, aux principes d'avant-guerre. Ne pourront donc désormais être maintenues ou comprises aux relevés n° 180 b que les cotisations qui, pour des raisons *spéciales* dûment établies, sont momentanément irrecouvrables.

Des instructions seront prochainement données en vue de la formation de ces

documents et des demandes en décharge ; mais les comptables sont prévenus, dès à présent, de ce que, conformément aux prescriptions du § 245, R. 1990, ils auront, à la clôture de l'exercice, à faire l'avance sur leurs deniers personnels du montant des impositions dont l'irrécouvrabilité provisoire ou définitive ne sera pas suffisamment démontrée.

* * *

La circulaire du 11 de ce mois, n° 9052 a prescrit de continuer à former des états n° 330 pour l'exercice 1920 ; elle a ainsi abrogé implicitement les dispositions de la circulaire du 17 février écoulé, n° 7262, relatives à l'inscription à l'encre rouge dans les états n° 330 de 1922, des perceptions effectuées pour 1920.

Il s'ensuit que la distinction des recettes afférentes à ce dernier exercice doit être faite aux journaux n° 50 de 1922.

Dans les bureaux où le nombre des cotisations par rappel sur 1920 est relativement important, les comptables ouvriront des journaux n° 50 spéciaux ; ailleurs, ils adopteront telle procédure qui leur semblera la plus pratique pour éviter toute confusion (inscriptions à l'encre rouge, marques distinctives quelconques).

La date *extrême* à laquelle les états n° 330 doivent parvenir à l'Administration est reportée du 10 au 12 du mois pour permettre aux fonctionnaires de recueillir tous les éléments nécessaires :

Pour autant que de besoin, il est rappelé que les tableaux à former en exécution de la circulaire du 5 février 1921, n° 21484, ne doivent comprendre que le montant des perceptions effectuées sur les cotisations afférentes à l'exercice en cours, à l'exclusion de celles qui se rapportent aux impôts établis par rappel.

Au nom du Premier Ministre :

Le Directeur Général,

CH. CLAVIER.

ANNEXE II.

Tableau des recettes constatées

ARTICLES DES BUDGETS. — Exercices.			NATURE DES PRODUITS.	EXERCICE 1920.
1920.	1921.	1922.		Situation définitive des recouvrements.
			Contribution foncière	53,505,606 74
1	1	1	Taxe mobilière	77,045,592 77
			Taxe professionnelle	57,127,636 86
2	2	2	Impôt complémentaire sur le revenu global (supertaxe)	80,646,787 63
»	»	3	Impôt sur le mobilier	»
3	3	4	Contribution personnelle à raison des domestiques et des chevaux	1,276,457 17
4	4	5	Taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur	2,079,869 12
5	5	6	Taxe sur les spectacles ou divertissements publics	14,436,820 22
»	»	7	Taxe sur les jeux et paris	»
»	7	9	Droits de douanes	»
»	8	10	Droits d'accises	»
»	9	11	Recettes diverses.	»
»	10	12	Enregistrement et transcription	»
»	11	13	Grefte	»
»	12	14	Hypothèques. Droits d'inscription.	»
»	13	15	Successions	»
»	14	16	Timbre	»
»	15	17	Naturalisations	»
»	16	18	Amendes en matière d'impôts	»
»	17	19	Amendes de condamnation et autres	»
»	»	20	Taxes de transmission	»
»	18	21	Rivières et canaux	»
»	22	25	Domaines (valeurs capitales) (1)	»
»	25	28	Produits divers et accidentels (1)	»
»	26	29	Revenus des domaines (1)	»
»	29	32	Produits divers des prisons. (Concerne le Département de la Justice)	»
»	48	52	Trésorerie. Recettes diverses et accidentelle	»
»	61	65	Impôts spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre	»
»	63	66	Produit du butin de guerre	»

à la fin du premier trimestre 1922.

EXERCICE 1921.			EXERCICE 1922.	OBSERVATIONS.
RECouvreMENTS OPÉRÉS		TOTAL.	Recouvrements effectués pendant le 1 ^{er} trimestre de 1912.	
en 1921.	en 1922 pendant le 1 ^{er} trimestre.			
39,881,443 08	5,014,777 28	44,896,220 36	»	
57,707,365 08	19,219,236 59	76,926,621 67	»	
29,929,162 64	20,198,752 16	50,127,914 80	»	
9,328,162 69	29,682,272 73	39,010,435 42	»	
1,340 50	5,961 97	7,302 47	3,274 40	
670,001 42	159,162 87	829,164 29	»	
2,561,836 73	58,407 51	2,620,264 24	»	
16,375,169 48	1,537,199 61	17,912,369 09	»	
387,867 78	48,731 35	426,599 13	368,012 97	
251,186,454 90	»	251,186,454 90	98,702,625 16	
196,588,981 20	2,367,437 54	198,956,438 74	52,679,433 15	
28,084,829 28	2,569,837 72	30,654,667 »	»	
182,525,603 13	»	182,525,603 13	»	
1,693,277 12	»	1,693,277 12	»	
2,645,620 19	»	2,645,620 19	»	
58,770,684 76	3,278,206 52	62,048,891 28	»	
52,253,016 80	17,364 69	52,270,381 49	»	
750 »	»	750 »	»	
2,086,511 78	70,301 44	2,156,813 22	»	
3,839,383 38	»	3,839,383 38	»	
41,564,669 27	»	41,564,669 27	67,949,248 16	Total des recettes depuis l'établissement de la taxe : fr. 109,513,917 43.
1,827,544 18	57,645 89	1,885,190 07	»	(1) Il n'est pas possible actuellement de donner le détail des recettes par rubrique, l'Administration n'ayant pas reçu les comptes individuels des receveurs de l'enregistrement.
19,675,180 77	101,879 34	19,777,060 11	»	
4,018,933 26	»	4,018,933 26	»	
6,133,487 99	642,799 44	6,776,287 53	»	(2) Soldes de comptes et restitutions. . . fr. 19,695,190 15
»	»	»	»	Remboursements . . . 2,528,323 45
62,878,699 40	»	62,878,699 40	»	Bonifications au Trésor . . . 9,041,429 67
33,230,834 11	3,127,168 91	36,378,003 02	»	Produits divers . . . 11,809,142 57
40,265,311 20	3,864,796 20	44,130,107 40	»	Versements (10,000 environ) dont la classification n'a pu être faite jusqu'ici . . . 19,804,613 56
				TOTAL. . . fr. 62,878,699 40

ANNEXE III.

Montant des recouvrements opérés, au 30 avril 1922, du chef des taxes mobilière et professionnelle.

PROVINCES.	EXERCICE 1920.				EXERCICE 1921.			
	Impôts perçus à la source.		Montant des cotisations comprises aux rôles.		Impôts perçus à la source.		Montant des cotisations comprises aux rôles.	
	Taxe mobilière.	Taxe professionnelle.	Taxe mobilière.	Taxe professionnelle.	Taxe mobilière.	Taxe professionnelle.	Taxe mobilière.	Taxe professionnelle.
en milliers de francs.								
Anvers	18,572	5,447	31	15,305	17,273	7,906	6	8,582
Brabant	47,506	15,929	227	21,177	53,716	23,001	60	16,188
Flandre Occidentale	1,963	1,383	20	5,781	2,440	2,311	24	4,541
Flandre Orientale	5,406	2,017	2	8,442	4,160	2,839	1	7,991
Hainaut	23,215	10,405	256	10,934	14,148	14,052	112	16,776
Liège	13,140	5,842	504	9,886	12,910	8,698	11	9,606
Limbourg	634	490	»	2,153	510	758	0.2	1,967
Luxembourg	179	271	14	1,803	220	419	1	1,306
Namur	4,548	2,128	44	4,136	3,692	2,460	2	5,136
	115,163	43,912	1,098	79,617	109 069 (1)	62,444	217.2	72,093 (1)

(1) Il reste à effectuer d'importantes perceptions, notamment en ce qui concerne : a) les dividendes récemment distribués du chef de bilans clôturés au 31 décembre 1921 ; b) les revenus des capitaux investis.

(2) Situation toute provisoire, l'examen des déclarations étant à peine commencé.

ANNEXE IV.

A. — Relevé sommaire des biens domaniaux autres que les forêts.

Province.	Situation.	Contenance des immeubles non bâtis.	Nombre de propriétés bâties.	Loyers des propriétés bâties	
				recouvrés en 1921. y compris les arriérés de guerre.	stipulés suivant les contrats en cours.
		Ha. a. ca.			
Brabant.	Anderlecht	45 98 89	54	1,960,634 87	1,850 5-6 03
	Bruxelles	3 83 94	411		
	Etterbeek	9 98 86	1		
	Evere	2 07 45	1		
	Forest	28 39 26	12		
	Ixelles	7 37 49	10		
	Saint-Gilles	»	1		
	Saint-Josse	»	83		
	Schaerbeek	21 77 83	109		
	Uccle	57 81 79	10		
	Watermael	9 90 98	1		
	Lacken.	15 31 71	27		
	Auderghem	52 25 26	19	17,246 62	17 963 19
	Beersel	14 52 48	»	»	»
	Berchem	30	»	»	»
	Dilbeek	1 44 51	»	»	»
	Droogenbosch	89 60	»	»	»
	Evere	2 07 45	»	»	»
	Ganshoren	3 28	»	»	»
	Grand-Bigard.	29 83	»	»	»
	Hoeylaert	75 92 48	3	17,897 43	7,520 38
	Itterbeek	7 02 18	»	»	»
	Jette-Saint-Pierre	3 50	»	»	»
	Koekelberg	12 88	»	»	»
	Linkebeek	2 29 74	»	»	»
	Molenbeek	98 53	»	»	»
	Neder-Over-Heembeek	2 33 05	»	»	»
	Overysche.	6 76	»	»	»
	Ruysbroeck	10 25 54	»	»	»
	Saventhem	21 42	»	»	»
	Schaerbeek	21 77 83	»	»	»
	Weesembeek	2 44 97	»	»	»
	Diest	107 95 86	»	»	»
	Grimbergen, Humbeek	30 » »	»	»	»
Anvers.	Anvers.	33 59 40	52	126 919 »	140,134 »
	Austruweel	998 24 98	170	38,904 »	60,641 »
	Berchem	»	1	770 »	770 »
	Deurne.	9 52 01	»	»	»
	Hoboken	56 48 50	14	4,178 »	4,178 »
	Merxem	138 72 12	7	5,067 »	7,542 »

Domaine
de la
guerre.

Province.	Situation.	Contenance des immeubles non bâtis.	Nombre de propriétés bâties.	Loyers des propriétés bâties	
				recouvrés en 1921 y compris les arriérés de guerre.	stipulés suivant les contrats en cours.
		Ha. a. ca.			
	Eeckeren	592 61 50	42	12,263 »	12,781 »
	Wiltmarsdonck	924 37 15	269	114,433 83	118,896 63
	Oorderen	1,113 61 87	295	116,832 82	120,116 82
	Hoevenen	129 27 65	1	270 »	270 »
	Lillo	52 26 35	2	281 »	281 »
	Schooten	40 87 55	7	1,326 »	1,326 »
	Brasschaet.	1 43 32	»	»	»
Flandre occidentale.	Bruges.	1 92 82	6	1,928 »	2,278 »
	Saint-Michel	5 02 20	7	1,030 »	1,140 »
	Oostcamp	5 28 80	»	»	»
	Beernem	11 61 05	»	»	»
	Saint-Joristen, Distel .	1 87 32	»	»	»
	Assebroucke	1 46	»	»	»
	Damme.	8 30	»	»	»
	Saint-André	5 85 05	»	»	»
	Jabbeke	6 60	»	»	»
	Stalhille	49 44	»	»	»
	Ostende	14 54 70	3	1,332 »	800 »
	Blankenberghe	57 40 »	»	»	»
	Clemskerke	67 92 15	»	»	»
	Breedene	24 81 90	»	»	»
	Ettelghem.	2 24 65	»	»	»
	Lisseweghe	1 55	»	»	»
	Heyst	28 37	»	»	»
	Eeflinghe	16 08	»	»	»
	Middelkerke	1 62 75	»	»	»
	Knocke	53 59 58	»	»	»
	Oudenburg	4 53 64	»	»	»
	Snaeskerke	47 75	»	»	»
	Vlisseghe	2 60 99	1	495 »	495 »
	Slype	45 07	»	»	»
	Wenduyne	3 05 79	»	»	»
	Zandvoorde	95 18	»	»	»
	Zeebrugge.	23 83 83	»	»	»
	Boelecappe	17 67 32	»	»	»
	Langemarck	12 53 41	»	»	»
	Passchendaele }	65 63 80	»	»	»
	Moorslede.				
	West-Roosebeke	70 92 47	»	»	»
Flandre orientale.	Callo	71 90	»	»	»
	Doel	3 80 60	»	»	»
	Melzele	51 73 10	2	247 »	59,002 72
	Zwyndrecht	883 15 02	131	55,269 70	
	Burght.	20 38 90	»	»	

Province.	Situation.	Contenance des immeubles non bâtis.	Nombre de propriétés bâties.	Loyers des propriétés bâties	
				recouvrés en 1921 y compris les arriérés de guerre.	stipulés suivant les contrats en cours.
		Ha. a. ca.			
Liège.	Angleur	18 47	»	»	»
	Awans	65 19	»	»	»
	Bierset.	2 73 11	»	»	»
	Flémalle-Haute	2 12 49	»	»	»
	Glons	25 82	»	»	»
	Grâce-Berleur.	5 75 26	»	»	»
	Grivegnée.	»	3	1,320 »	1,680 »
	Herstal	75 87 73	58	9,426 »	12,525 »
	Hologne-aux-Pierres . .	5 26 32	7	920 »	1,156 »
	Jemeppe	3 32 34	44	6,076 »	5,085 »
	Jupille.	2 83 94	»	»	»
	Liège	32 62	3	2,500 »	2,500 »
	Liers	1 78 24	»	»	»
	Lixhe	18 31	»	»	»
	Ougrée	4 05 57	48	19,391 »	25,052 »
Hainaut.	Charleroi	8 » »	»	»	»
	Mons	»	3	1,610 »	1,610 »
Namur.	Namur	11 67 99	4	3,080 50	3,080 50
	Malonne	9 48 52	»	»	»
	Jambes	6 06 90	»	»	»
	Saint-Servais	19 90	»	»	»
	Assesés	39 54	»	»	»
	Flawinnes.	5 15 80	»	»	»
	Beez	8 87 85	»	»	»
	Lustin	1 09 37	»	»	»
	Vezin	6 76 77	»	»	»
	Floriffoux	7 05	»	»	»
	Andoy	10 37 50	»	»	»
	Dave	1 20 »	»	»	»
	Suarlé	6 50 »	»	»	»
	Marchevelette.	3 80 »	»	»	»
	Maizeret	9 33 10	»	»	»
	Cognelée	7 25 »	»	»	»
	Naninnes	1 38 64	»	»	»
	Sart-Bernard	3 45	»	»	»
	Sclayen	8 38	»	»	»

PROVINCE.	DÉSIGNATION DES PROPRIÉTAIRES.	SITUATION.	CONTENANCE.		
			H.	A.	C.
Anvers.	Pastoorbosch.	Canton d'Anvers	16	86	27
	Domaine de Raevens.	Canton de Tournhout	804	69	53
	Bois d'Arendonck.	Id.	27	74	00
	Bois du Colateur.	Canton de Moll	13	09	75
Brabant.	Forêt de Soignes.	Arrondissements Bruxelles, Louvain et Nivelles.	4,320	78	95
Flandre occidentale.	Bois de Zonnebeke.	Canton d'Ypres	61	89	25
	Domaine de Houthulst.	Canton de Roulers	90	00	00(*)
Flandre orientale.	Terrains de Wichelen.	Commune de Wichelen	7	92	40
Hainaut.	Forêt de Colfontaine.	Canton Pâturages (Mons)	524	71	36
	Forêt de Rance.	Canton de Beaumont	379	28	56
	Bois de Chimay.	Canton de Chimay	859	44	00
Liège.	Bois de la Vecquée.	Canton de Seraing	731	50	34
	Bois de la Marchandise.	Id.	97	60	44
	Bois de Saint-Lambert.	Arrondissement de Huy.	338	42	96
	Hertogenwald.	Membach (Dolhain).	6,840	96	79
	Bois de Hèvremont.	Limbourg et Goé.	93	33	10
	Forêt de Grünhaut.	Bilstain (Verviers)	106	77	85
	Bois de Rohaimont.	Canton de Spa	74	26	18
	Bois de Franchimont.	Id.	16	86	76
	Bois de Spa.	Id.	1,599	» (1) » (1)	
	Bois de Gospinal.	Id.	293	48	09
	Parcelles Delcourt.	Id.	40	05	30
	Bois de Rondfahay (Sart).	Id.	126	16	57
	Bois de Vieille-Fagne.	Id.	275	07	88
	Bois de la Hoëgne.	Id.	171	79	75
	Bois Belle Heid.	Id.	33	74	»
	Bois Raquet (Francorchamps).	Stavelot	10	36	35
	Grand Bois.	Canton de Vieilsalm.	1,301	18	25
	Laid Bois (Bihain).	Id.	91	91	90
	Thier d'Arcy (Petithier).	Id.	78	21	»
	Fursinfat (Beho).	Id.	163	06	20
	Hoffland (Beho).	Id.	36	92	»

forêts domaniales.

NATURE.	Observations.
Bois.	
Id.	
Id.	
Id.	
Id.	Forêt traitée en grande partie comme forêt d'agrément.
Id.	
Id.	(1) Contenance approximative.
En voie de boisement.	
Bois.	
Id.	
Id.	
Id.	Forêt indivise avec les communes de Seraing, Jemeppe et Boncelles. La valeur indiquée est afférente à la part de l'Etat.
Id.	
Id.	
Id.	Beaucoup de jeunes boisements et 2,000 hectares de bruyères.
Id.	Acquisition le 16 novembre 1920.
Id.	
Id.	
Id.	
Id.	L'étendue indiquée comprend environ 500 hectares de terrain inculte et 400 hectares de bois d'agrément.
Id.	Acquisition le 23 décembre 1919.
Id.	
Id.	
Id.	
Id.	
Id.	
Id.	Beaucoup de jeunes plantations.
Id.	
Id.	
Id.	
Id.	

PROVINCE.	DÉSIGNATION DES PROPRIÉTAIRES.	SITUATION.	CONTENANCE.		
			H.	A.	C.
Limbourg.	Domaine de Pijnvere.	Commune d'Exel.	464	25	»
	Bois d'Op 't stort.	Lommel	156	19	46
	Ophovenderbosch.		2	53	30
	Dilserbosch.	Dilsen	22	70	60
	Heywick.	Mechelen-s/Meuse	100	»	»
Luxembourg.	Forêt de Cónques.	Sainte-Cécile	255	61	»
	Forêt d'Anlier et bois le Prêtre.	Canton d'Etalle	5,504	69	90
	Bois de Bulles.	Id.	1,407	59	60
	Bois du Chênél.	Id.	133	57	70
	Bois du Beynert.	Canton d'Arlon	167	68	»
	Forêt de Sainte-Cécile.	Sainte-Cécile	449	13	»
	Bois de Hambressart.	Canton de Virton.	82	54	»
	Bois de Neulimont.	Id.	140	76	90
	Bois du Gros Thier.	Canton d'Erezée	98	12	70
	Bois du Vecmont.	Canton de Laroche	373	29	40
	Plume Mohont.	Canton de Durbuy	1	20	58
	Forêt de St Michel et Freyr.	Canton de Saint-Hubert et Nassogne	1,568	76	»
	Forêts de Hazeilles et bois de Vesqueville.	Canton de Saint-Hubert	435	75	95
	Forêt de Contreuzehz	Id.	34	68	90
	Excédents du chemin de fer à Bertrix.	Canton de Paliseul	3	36	30
	Forêt du Huqueny.	Canton de Neufchâteau	264	87	40
	Forêt de Herbeumont.	Canton de Paliseul	1,575	39	»
	Excédents du chemin de fer à Herbeumont.	Id.	2	61	71
	Excédents du chemin de fer à Orgeo.	Canton de Neufchâteau	1	91	71
Namur.	Bois du Roy.	Canton de Beauraing	228	28	46
	Bois des Cuvelles.	Id.	65	83	80
	Bois de Severy.	Id.	321	07	15
	Forêt de Florennes.	Canton de Florennes	622	08	44
	Bois des Minières.	Id.	179	03	»
	Bois de la Vecquée.	Canton de Namur	256	53	17
	Bois de Saint-Remy.	Canton de Rochefort.	268	82	»
	Bois de Briquemont.	Id.	349	94	»
TOTAL. . . .fr.			33,945	78	09

C. — Relevé des biens de la donation royale

État sommaire des biens de la donation royale.

Province.	Situation.	Contenance des immeubles non bâtis.	Nombre de propriétés bâties.	Loyers des propriétés bâties	
				recouvrés en 1921 y compris les arriérés de guerre.	stipulés suivant les contrats en cours.
		Ha. a. ca.			
Flandre occidentale.	Ostende	»	24	6,541 »	14,366 »
Brabant.	Bruxelles	»	41	} 212,181 38	} 339,685 50
	Laeken	35 15 »	7		
	Ixelles	»	12		
	Saint-Josse	»	15		
	Hoelaert	7 40 »	»		2,640 » Forêt
	Tervueren	403 03 25	3		de Soignes.
Namur.	Domaines d'Ardenne, de Ciergnon et de Villers-s/Lesse.	6,897 » »	»	110,000 »	Fermage des biens fonds et des bâtiments dépendant de ces domai- nes, y com- pris 19 corps de ferme.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JUNI 1922.

BEGROOTING VAN 'S LANDS MIDDELEN VOOR HET DIENSTJAAR 1922⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HOUTART.

MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie voor de Financiën heeft het wetsontwerp, houdende vaststelling van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1922, alsmede onderscheidene bepalingen betreffende de boekhouding der betaalbaar gestelde uitgaven en de provinciale belastingen, onderzocht.

EERSTE TITEL.

ONDERSCHIEDENE BEPALINGEN.

Artikel 1 betreffende de boekhouding der betaalbaar gestelde uitgaven mag wegvallen, daar de wet van 20 Juli 1922 dit onderwerp geregeld heeft.

Artikel 2 betreffende de provinciale belastingen bepaalt dat, bij gebrek aan overlegging van de aangiften, welke door de verordeningen betreffende deze belastingen zijn voorgeschreven, of ingeval de aangiften, ingediend door de belanghebbenden, ontoereikend zijn, de controleur der belastingen van het gebied den aanslag ambtshalve mag vaststellen en hem op het dubbele brengen van de ontdoken belasting.

(1) Begrooting, n° 24-I.

(2) Samenstelling van de Commissie :

a) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen* : de heeren MECHelynck, voorzitter, Bôlogne, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (AUG.), DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SOUDAN, STRAUS, VAN GLADBEKE en WAUWERMANS.

b) *Zes leden benoemd door de Afdeelingen* : de heeren DE WOUTERS D'OPLINTER, VANDELVEDE, PONCELET, DE LIEDEKERKE, LAMBOUELLE en WOESTE.

Dit is eene gewichtige bepaling. Krachtens artikel 56 der samengeordende wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920, om welker toepassing het hier gaat, mag het Bestuur den aanslag ambtshalve vaststellen met inachtneming van het inkomen van andere belastingplichtigen, van de algemeene bekendheid of van de bijzondere, dienaangaande ingewonnen inlichtingen. Het is onnoodig te wijzen op de missingen en onrechtvaardigheden, waartoe zulk een stelsel kan leiden, op de noodzakelijkheid deze wijze van aanslag alleen toe te laten daar waar de onwil of de kwade trouw van den belastingplichtige volkomen blijken. Des te meer daar het beroep tegen dezen aanslag van ambtswege, voor den belastingplichtige de verplichting in zich sluit een negatief bewijs aan te voeren.

Artikel 55 derzelfde wetten bepaalt dat, wanneer de controleur het cijfer der aangegeven inkomsten onjuist bevindt, hij het mag verbeteren; « doch in zulk geval laat hij, vóór het vaststellen der belasting, aan den belanghebbende weten welk cijfer hij, voornemens is in de plaats van dat der aangifte te stellen, met aanwijzing van de redenen welke deze verbetering schijnen te rechtvaardigen; terzelfdertijd noodigt hij den belanghebbende uit, hem, deenoods, binnen een tijdsbestek van twintig dagen zijne aanmerkingen schriftelijk of mondeling over te leggen. » Dit zijn, voor den belastingplichtige waarborgen welke dienen in acht te worden genomen in zake provinciale belastingen en bij analogie moeten toegepast worden op het geval dat er geen aangifte gedaan werd.

Om dit punt nader te bepalen, stelt uwe Commissie u voor, aan artikel 2, *in fine* toe te voegen de woorden : « Overeenkomstig de artikelen 55, 56 en 57 der samengeordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920, houdende vaststelling van de cedulaire belastingen op de inkomsten en van een bijkomende belasting op het globaal inkomen. »

Bovendien hebben sommige leden zich uitgesproken tegen elke bepaling tot toelating van den aanslag van ambtswege, zoolang de wetgeving geene ernstige waarborgen heeft voorzien voor het beroep van den belastingplichtige bij de rechbanken tegen de beslissingen van het bestuur.

Artikel 3, dat de Regeering machtigt om gedurende het jaar 1922 de op 31 December 1921 bestaande belastingen te innen, is zóó opgesteld dat het de heffing van de belasting op de uitzonderlijke winsten uitsluit. Dit was ook zoo voor artikel 2 van het wetsontwerp, waarbij voorloopige credieten, te gelden op de algemeene begrooting voor 1922, werden toegestaan, zooals de achtbare heer Wauwermans het heeft vastgesteld in het verslag dat Hij namens de Bijzondere Commissie ⁽¹⁾ heeft uitgebracht.

Over deze belasting heeft het Bestuur de volgende inlichtingen verstrekt en de redenen aangetoond, welke de Regeering er toe brachten, haar in 1922 niet toe te passen.

(1) Gedrukte stukken, zittingsjaar 1921-1922, n^o 15, bl. 2-3.

Dienstjaar 1920.

Op 31 Maart 11. waren er 7,874 aangiften voor de bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten ingekomen; van dit getal werden 4,301 aangiften onderzocht, 1,080 gewijzigd en 956 aanslagen vastgesteld voor een cijfer van 27,147,566 frank, hetzij een gemiddeld bedrag van ongeveer 28,000 frank per aanslag, welk getal zonder den minsten twijfel stijgen zal naarmate de belastingarbeid vordert, want er valt aan te merken, eensdeels, dat deze arbeid in verband staat met de vaststelling der bedrijfsbelasting, anderdeels, dat het vooral de minst gewichtige en de minst ingewikkelde aangiften zijn die het eerst op de rollen werden gebracht; op denzelfden datum van 31 Maart 1922 waren 720 aanslagen, gezamenlijk 22,297,368 frank bedragende, betaald. (*Staatsblad* 26 April 1922, bl. 3350-3351).

Door de bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten enkel op 2 Juli 1920 aangenomen werd, zoo werd er geene cijfers geraamd in de begrooting van 's Lands Middelen voor 1920.

Dienstjaar 1921.

Op denzelfden datum van 31 Maart 1922 waren er 290 aangiften voor het dienstjaar 1921 ingekomen; 156 onderzochte aangiften hadden aanleiding gegeven tot 85 aanslagen voor een bedrag van 11,858,110 frank, hetzij een gemiddeld bedrag van ongeveer 14,000 frank per aanslag; 47 aanslagen, te zamen bedragende 8.424,509 frank, waren betaald.

De ramingen in de begrooting voor 1921 bedragen eene ontvangst van 125 millioen ten voordeele van den Staat, hetzij een bedrag der rollen van ongeveer 250 millioen.

Ofschoon de werkzaamheden van den aanslag nog niet genoeg gevorderd zijn om de vermoedelijke opbrengst dezer belasting te beoordeelen, is het weinig waarschijnlijk dat de ramingen bereikt worden.

Algemeene beschouwingen. — De bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten was bestemd om een groot deel der middelen van den Staat uit te maken; maar, om de ramingen te verwezenlijken, zou de bedrijvigheid in nijverheid en handel dezelfde moeten gebleven zijn als in de eerste maanden van den vrede-tijd. Welnu, vanaf het tweede semester van 1920 deden zich de eerste gevolgen der economische crisis gevoelen. De zaken gingen merkelijk achteruit; talrijke werkhuizen sloten hunne deuren; andere hoopten voorraden op en het aantal dergenen, die hun volle opbrengst konden voorzetten, was gering.

Daaruit volgt eene belangrijke vermindering van de winsten voor 1920, waardoor *ipso facto* de opbrengst van de belastingen voor 1921 geringer zijn zal.

Er valt evenwel aan te merken dat nog dagelijks nieuwe aangiften inkomen en dat slechts een gedeelte der ingekomen aangiften tot nu toe konden onderzocht worden.

Anderzijds is de crisis steeds erger geworden in den loop van het jaar 1921, en al heeft men omtrent het einde van hetzelfde jaar eene lichte verbetering in

den toestand der grootnijverheid kunnen waarnemen, dan hebben zich daarentegen de eerste maanden van 1922 gekenmerkt door eenen buitengewonen stilstand der zaken.

Dus zullen de winsten van dit laatste dienstjaar, behalve voor eenige bijzonder begunstigde firma's (zooals de cementfabrieken), opgeslorpt worden door de verliezen van de eerste maanden van bedoeld jaar, zoodat waarschijnlijk meest al de balansen van 1921 zonder uitzonderlijke winsten zullen sluiten.

De wetgever heeft overigens, waar hij voor het toepassen der supertaxe het bedrag op 30 % bepaalt (wet van 3 Augustus 1920), toegelaten de bedrijfsinkomsten of de dividenden, welke groot genoeg bevonden zijn, te treffen.

Om deze redenen heeft de Regeering er van afgezien, bedoelde belasting voor 1922 toe te passen.

Voegen wij bij de gegevens dezer nota de beschouwing van een hoofdfeit op dit gebied, namelijk dat al de Staten, die na den wapenstilstand voortgegaan waren met het heffen van de belastingen, tijdens den oorlog ingevoerd op de uitzonderlijke winsten, genaamd « oorlogswinsten » of « overdreven winsten », in den loop van het jaar 1921, zooniet vroeger hebben afgezien van de toepassing dier fiscale formule.

Wanneer de toestand van handel en nijverheid nagenoeg weer normaal zal geworden zijn, wanneer de concurrentie hersteld en de winsten over 't algemeen teruggebracht zullen zijn tot de volgens werkzaamheid en kapitalen passende vergelding, zou de belasting op de uitzonderlijke winsten nog slechts de weinig talrijke gevallen van buitengewoon succes treffen, gevallen welke meestal het gevolg zijn van de hoogere verdiensten der opvatting of der leiding van een onderneming. Dienvolgens zou een overdreven aanslag op de uitslagen, verkregen door eenige, met bijzonder beleid gevoerde zaken, een soort van dam opwerpen tegen de hoogere bekwaamheid en tegen het rechtmatig welslagen; als gevolg daarvan zou noodzakelijkerwijze de ondernemingsgeest verzwakken in een land dat zoo groote behoefte heeft aan de instandhouding van dezen geest op de hoogte van de moeilijkheden welke uit de economische omwenteling voortgevloeid zijn.

Daarom sloot de meerderheid der Commissie zich aan bij de afschaffing van de belasting op de uitzonderlijke winsten voor het dienstjaar 1922.

Krachtens artikel 5 zijn de bepalingen der wet van 30 Juli 1921 op de leening mede van toepassing op de leeningen welke dienen te worden aangegaan om de overschotten der uitgaven op de ontvangsten van het dienstjaar 1922 te dekken.

Over welke bepalingen gaat het hier?

Voormelde wet bevat drie hoofdstukken. Het eerste, betreffende de Schatkistbons van het Muntherstel, is hier niet van toepassing. Het tweede, houdende machtiging tot het aangaan van leeningen om het tekort der dienstjaren 1919, 1920 en 1921 te dekken, bevat een artikel 8, luidende : « De obligatiën en de Schatkistbons, die uitgegeven worden ter uitvoering van deze wet, zullen, tegen het netto-bedrag hunner uitgifte, aangenomen worden tot betaling van de termijnen van elke geconsolideerde leening, welke zou uitgegeven worden binnen een termijn

van vijf jaar vanaf 1 Juli 1921. » Hoofdstuk III behelst bepalingen van fiscaal aard, waarvan de voornaamste (art. 10) hierin bestaat, dat de belasting op roerende zaken, te heffen van de inkomsten der uit te geven Schuldbrieven en bons van de Schatkist, wordt beperkt tot 2 %, en van dezelfde belasting gansch vrijgesteld worden de gediscoteerde Schatkistbons, m. a. w. die, waarvan de terugbetalingstermijn niet op een lateren datum is gesteld dan de eerste vervaldag der interesten, die vóór den bepaalden datum worden betaald.

Uit de algemeene formule van den tekst van ons artikel 3 blijkt dat al deze bepalingen van toepassing zullen zijn op de leeningen, welke zullen aangegaan worden om het overschot der uitgaven op de ontvangsten van den Staat voor het dienstjaar 1922 te dekken.

Art. 6. — Daar de begrootingswet verscheidene maanden na den datum, welke voor den aanvang harer toepassing bepaald is, zal vastgesteld worden, zoo dient de tekst van artikel 6 te worden gewijzigd als volgt : « Deze wet is verbindend te rekenen van 1 Januari 1922. »

Begrooting van 's Lands Middelen voor het dientsjaar 1922.

EERSTE HOOFDSTUK.

BELASTINGEN.

EERSTE ARTIKEL.

Cedulaire belastingen op de inkomsten.

a) *Grondbelasting* : 75,000,000 frank.

Herinneren wij er aan, dat, naar luid van artikel 80 der samengeordende wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920, de helft van de opbrengst der grondbelasting aan de provincien en de gemeenten toegekend wordt.

Het aandeel van den Staat werd, voor het dienstjaar 1920, op 60 millioen frank voorzien; de invorderingen voor dit dienstjaar, op 31 Maart 1922 gedaan, bedragen fr. 53,505,592 72.

Voor 1921 was de raming 75,000,000 frank. Het totaal invorderingen, voor dit dienstjaar gedaan op het einde van het eerste kwartaal van 1922, beloopt fr. 44,895,220 36.

Hieruit zou men niet mogen afleiden dat de geraamde opbrengst niet zal bereikt worden en dat het rockeloos is, voor het dienstjaar 1922 eene ontvangst van 75 millioen, welke voor de vorige dienstjaren nog niet bereikt werd, te voor-

zien. Het herzieningswerk van het kadastraal inkomen wordt voorgezet; en, al is het waaar dat het bedrag der aanslagen voor het dienstjaar 1921 niet 55 miljoen frank (aandeel aan den Staat) overschrijdt, toch dient in aanmerking te worden genomen dat deze toestand hoofdzakelijk voorloopig is, daar men, blijkens een nota van het bestuur, nauwelijks begonnen is de aanslagen vast te stellen.

b) *Belasting op roerende zaken* : 100,000,000 frank.

De ramingen voor het dienstjaar 1920 bedragen 92,000,000 frank en 100,000,000 frank voor het dienstjaar 1921. In den huidige crisistijd is het niet meer dan voorzichtig, dit cijfer niet te verhooger. Men dient niet te vergeten dat de helft van de belasting op de opbrengst der aandeelen ten goede komt aan de provinciën en aan de gemeenten.

Dank zij hare gemakkelijke wijze van heffing, heeft de belasting op roerende zaken van nu af aan bijna zooveel opgebracht als de begrootingsramingen voorzagen.

Op 31 Maart 1922 bedroegen de invorderingen, voor 1920, 80 miljoen, alhoewel de belasting op roerende zaken, geheven van het aangewend kapitaal, nog niet vastgesteld is.

Op denzelfden datum bedroegen, voor 1921, de invorderingen 77 miljoen; dit bedrag zal merkelyk grooter zijn, omdat daarbij zal gevoegd worden de belasting verschuldigd op de dividenden opgebracht door het dienstjaar 1921, doch uitgekeerd in den loop van het jaar 1922.

Omdanks de vermindering der dividenden van talrijke vennootschappen, schijnt het cijfer van 100 miljoen, voor het dienstjaar 1922 niet overdreven als geraamde opbrengst.

c) *Bedrijfsbelasting* : 130,000,000 frank.

De tot nu toe in ons bezit zijnde gegevens laten maar moeilijk toe, een juist oordeel te vellen over de gegrondheid dezer raming in de Begrooting. Inderdaad, de uitslagen, in 1920 en 1921 verkregen door de toepassing der bedrijfsbelasting, zijn minder bevredigend dan deze der eerste twee belastingen :

	Ramingen in de Begrooting.	Bedrag der aanslagen op 31 Maart 1922 (aandeel van den Staat.)	Bedrag der inningen op denzelfden datum.
<i>Dienstjaar 1920.</i> fr.	120,000,000	60,000,000	57,127,656 86
<i>Dienstjaar 1921.</i> .	130,000,000	64,500,000	53,000,000 »

Hier dient te worden herhaald wat hooger gezegd werd, namelijk dat deze cijfers hoofdzakelijk voorloopig zijn.

Dat is eene eerste verklaring van het feit, dat het bedrag der aanslagen, vastgesteld voor de bedrijfsbelasting in 1921, niet meer is dan 5 t. h. van het cijfer dat in de begrooting voorkomt, welke verklaring de deur openlaat voor de gissingen. Zooals die belasting nu is vastgesteld, kan geene enkele ernstige raming gemaakt worden.

Behalve de loonen, wedden, tantièmes en een deel van de winsten der vennootschappen (welke gemakkelijk kunnen achterhaald worden), omvat de bedrijfsbelasting andere bestanddeelen, waarvan de raming veel moeilijker is, namelijk de winsten van den landbouw, van den handel, van de nijverheid en van de vrije beroepen. Van al de soorten van inkomsten is zij het moeilijkst te bepalen; nochtans dient er zoo gauw mogelijk te worden geweten of de ramingen in de begrooting met de werkelijkheid overeenstemmen of moeten verminderd worden.

Wij hebben eene statistiek, per beroep, der aanslagen op de bedrijfsbelasting gevraagd.

Dit werk kon tot dusverre nog niet aangevat worden wegens de talrijke en meer dringende bestuurlijke werkzaamheden, welke een beperkt en overigens overlast personeel te verrichten heeft. Onderrichtingen tot regeling dezer statistiek werden vastgesteld.

ART. 2 — *Bijkomende belasting op het globaal inkomen (supertaxe) :*
140,000,000 frank.

In tegenstelling met de drie belastingen, waarvan hierboven sprake, behoort deze geheel aan den Staat. Zooals de bedrijfsbelasting is zij gegrond op de aangifte van den belastingplichtige en dienvolgens beïnvloed door de min of meer groote rechtzinnigheid van het publiek in zijne betrekkingen met den fiscus. Ook hier werpen de uitslagen voor 1920 en 1921 maar weinig licht op de mogelijke opbrengst dezer belasting :

	Ramingen in de begrooting.	Bedrag der aanslagen.	Bedrag der inningen.
<i>Dienstjaar 1920 . fr.</i>	130,000,000	90,000,000	80,646,787 63
<i>Dienstjaar 1921 . .</i>	140,000,000	67,000,000	39,010,435 22

Alhoewel beneden de ramingen, toch kan de uitkomst voor 1920 bevredigend geacht worden. Als men eensdeels rekening houdt met het feit, dat het onmogelijk is zulke belasting in twee jaar tijd ernstig te vestigen; als men anderdeels in aanmerking neemt dat de in 1919 geïnde en in 1920 aangegeven inkomsten slechts zeer weinig dividenden bevatten en over 't algemeen geringer waren dan die der volgende jaren, dan komt men tot het besluit dat het cijfer van 90 miljoen, hetwelk voor den aanslag bij de supertaxe in 1920 bereikt werd, voor de volgende dienstjaren veel meer, en minstens zooveel als de begrooting voorziet, belooft.

Wijzen wij, naar aanleiding van de supertaxe, op de regeling toegepast op de beboschte eigendommen. De eigenaars van bosschen mogen voorloopig in hun globaal inkomen, dat tot grondslag moet dienen aan de supertaxe, het bedrag van het kadastraal inkomen van gezegde goederen in den loop van het vorig jaar opnemen. Thans zal er dus, zoowel voor de bedrijfsbelasting als voor de supertaxe, geen rekening gehouden worden met den verkoop der houtkappingen door de eigenaars zelf.

Het spreekt vanzelf dat, mocht het later, naar aanleiding van het in werking treden der bijzondere bepalingen welke aangaande de belasting op de bosschen dienen te worden getroffen, bevonden worden dat sommige eigenaars te veel belast werden voor de dienstjaren 1920 en volgende, hun de noodige ontlastingen zouden toegestaan worden en omgekeerd.

. . .

Als men de tot nu toe gekomen uitslagen van de inkomstenbelasting in hun geheel beschouwt, is men tot optimisme geneigd. Stellig, de taak is ternauwernood begonnen; wij hebben op gapende leemten gewezen, inzonderheid wat de bedrijfsbelasting betreft. In dit dienstjaar moet er groote vooruitgang gemaakt worden om de Begrooting van 's Lands Middelen op stevige grondvesten te kunnen vestigen. Doch de cijfers, welke het Bestuur nu reeds kan aanhalen, doen de verwachting ontstaan, dat het vóór korten tijd in werking gesteld fiscaal middel zooveel zal opbrengen als de begrotingen voorzien, en met den tijd nog merkkelijk zal aangroeien.

Twée zaken schijnen onmisbaar om de inkomstenbelasting bij ons in te burgeren en haar een steeds toenemende bron voor de Schatkist te doen worden : eerst en vooral moet de formaliteit der aangifte zooveel mogelijk vereenvoudigd worden ; vervolgens dient de maatstaf der belastingen te worden bestendigd ; zoo niet, zullen het vertrouwen en de zekerheid, welke onontbeerlijk zijn voor het gedijen van den rijkdom, plaats maken voor eene aanhoudende beroering, welke den omloop en het gebruik der kapitalen zou hinderen. De maatstaf van 40 % door de samentelling van de cedulaire belasting en van de supertaxe toegepast op de reeksen van inkomsten boven 170,000 frank, moet als het uiterste maximum aangezien worden, waarvan de rechtvaardiging dient te worden gezocht in de rampspoedige omstandigheden welke het land doorgemaakt heeft. Zoo niet, zou de klimmende belasting op het inkomen als een middel tot afzetterij en vernietiging voorkomen ; verre van de heilzame gevolgen welke men er van verhoopt, zou zij de Natie op de helling van het economisch verval brengen.

De volgende nota, welke ons werd overgemaakt door het Bestuur van Financiën, geeft eene samenvatting van de verkregen uitkomsten en een overzicht voor de toekomst van dezen gewichtigen tak der inkomsten van den Staat :

- « Niet zonder belang stelt men vast dat, op 31 December 1920, de inningen
- » 185,700,000 frank bedragen voor het dienstjaar 1920, terwijl zij, op
- » 31 December 1921, 283,800,000 frank beliepen voor het dienstjaar 1921.
- » Het batig verschil van ongeveer 100,000,000 frank getuigt van den vooruit-
- » gang welchen men door het nieuw fiscaal stelsel gemaakt heeft.
- » Deze vooruitgang blijft aanhouden voor de twee maanden van 1922 : einde
- » Februari laatstleden had men, voor 1922, reeds 24,400,000 frank geïnd,
- » terwijl op hetzelfde tijdstip van het vorig jaar slechts 14,600,000 frank voor
- » 1921 ingekomen waren. Het gaat hier hoofdzakelijk om de belastingen afge-
- » houden aan de bron (belasting op roerende zaken, bedrijfsbelasting op de
- » wedden en loonen, belasting op de vertooningen, enz.).

» Voor de andere belastingen op de inkomsten is het werk van de vaststelling
 » der rollen voor de dienstjaren 1921-1922 aan den gang. Er werden echter
 » reeds 367,600,000 frank geïnd voor 1921, zoodat er nog slechts bijgedeelten
 » te innen vallen. De werkzaamheden voor het dienstjaar 1920 zullen terzelf-
 » dertijd voortgezet worden : er blijven nog ongeveer 150,000 aangiften te
 » onderzoeken. Het cijfer van 449,000,000 frank, vastgesteld voor dit dienstjaar
 » op 28 Februari laatstleden, is dus geenszins definitief en de belasting op roe-
 » rende zaken, te heffen van het kapitaal, is nog niet gevestigd.

» Kortom, de belastinghervorming krijgt een vasten voet in het land ondanks
 » de moeilijkheden welke elke nieuwigheid medebrengt; dank zij de toewijding
 » van het personeel, zal zij, spijs de aanhoudende economische crisis, weldra een
 » bevredigende opbrengst geven. »

ART. 3. — *Belasting op het mobiliair* : 20,000,000 frank.

Ter herinnering zij gezegd dat deze belasting werd ingevoerd door de wet van 28 Augustus 1921. Wanneer de Regeering haar voorstelde, rekende zij op een opbrengst van 35,000,000 frank; doch de verhooging van het vrijgesteld minimum, eensdeels, en de forfaitaire beperking van de waarde van het mobiliair, anderdeels, hebben de raming der opbrengst nog al erg ingekort.

De belasting op het mobiliair heeft tot nu toe slechts onbeduidende ontvangsten afgeworpen. Bij ministerieele onderrichting van 31 October 1921 (2^e bestuur, n^o 3,176) werd voorgeschreven, welke maatregelen zijn bepaald om de inning er van te verzekeren. Daar de aangiften voor deze belasting begrepen zijn in de formulieren, welke voor de belastingen op de inkomsten zijn opgemaakt en waarvan de uitdeeling slechts onlangs voor 1921 en 1922 begonnen is, zoo volgt daaruit dat de thans bepaalde aanslagen te gering zijn om er bij stil te blijven.

Het Bestuur voorziet dat het hooge cijfer voor ontlasting — dat bij wijze van amendement werd verdubbeld — niet veel invloed zal hebben op de opbrengst dezer belasting op den buiten.

ART. 4. — *Personeele belasting wegens de dienstboden en de paarden* : 2,000,000 frank.

De wezenlijke opbrengst dezer belasting voor 1920 was fr. 1,276,457.17; voor 1921, fr. 829,164.29.

De raming voor dit laatste dienstjaar beliep 2,000,000 frank en het bedrag der aanslagen, vastgesteld op 31 Maart 1922, bereikt 950,000 frank.

Daaruit blijkt dat de personeele belasting, op hare huidige bestanddeelen verminderd, geen 2,000,000 frank kan opbrengen, zooals het in het Begrootingsontwerp is voorzien.

ART. 5. — *Belasting op de automobielen en andere motorvoertuigen* :
 2,500,000 frank.

De invorderingen wegens deze belasting bedroegen :

<i>Dienstjaar 1920</i>	fr. 2,079,869 12.
<i>Dienstjaar 1921</i>	2,620,264 24.

ART. 6. — *Belasting op de openbare vertooningen of vermakelikheden : 15,000,000 frank.*

De opbrengst dezer belasting klimt voortdurend :

<i>Dienstjaar 1920</i>	 fr.	14,436,820 22.
<i>Dienstjaar 1921</i>		17,912,369 09.

In dit laatste cijfer zijn nog niet al de ontvangsten van het dienstjaar begrepen. Gedurende de eerste twee maanden van 1922 was de ontvangst 10 % hooger dan deze voor het overeenstemmend tijdvak van 1921.

ART. 7. — *Belasting op spel en weddenschappen : 5,000,000 frank.*

De opbrengst van de belasting op spel en weddenschappen sinds 16 October II., datum waarop deze belasting werd toegepast, tot 31 Maart daarna, beliep 690,000 frank, waarvan 390,000 werden geïnd gedurende het eerste kwartaal van 1921 en 300,000 frank in den loop van het eerste kwartaal van 1922 ⁽¹⁾.

Dat deze sommen niet grooter zijn, ligt aan het feit, dat de forfaitaire belasting van een frank voor elke in de duivenprijskampen ingezette duif, nog niet betaald werd op 31 Maart II. en dat een niet groot aantal sportverenigingen tijdens voormelde periode plaats vonden.

De raming in de begrooting, wat deze belasting betreft, is dus vrij onzeker.

ART. 8. — *Vast recht op de mijnen : 30,000 frank.*

Geene aanmerkingen.

ART. 9. — *Douanen (Invoerrechten) : 255,797,150 frank.*

Er wordt een totale ontvangst van 260 miljoen frank voorzien waarvan, krachtens de oude wetgeving, 4,202,850 frank moesten toegekend worden aan het Gemeentefonds. Naar aanleiding van de onlangs door de Kamer aangenomen wet, die thans aan den Senaat is voorgelegd, betreffende eene nieuwe inrichting van het Fonds der gemeenten, zal de ontvangst, voorzien bij artikel 9, dienen te worden verhoogd.

Eene andere reden tot verhooging ligt in het bedrag der wezenlijke ontvangsten vastgesteld voor de eerste vier maanden van dit dienstjaar, welke ontvangsten 133 miljoen beloopten ⁽²⁾. Deze gewichtige verhooging der douane-opbrengst vindt haar oorzaak, in de eerste plaats, in de toepassing van een diffe-

⁽¹⁾ In eene nieuwe opgave komen de cijfers fr. 426,599.13 en fr. 368,012.97 voor.

⁽²⁾ De douanerechten bedroegen, voor het eerste kwartaal 1922, 100 miljoen 310,225 frank en voor de maand April, 33 miljoen.

rentieel tarief op de koopwaren uit landen waarvan het geld in waarde vermindert is. Uit deze bevinding blijkt dat de door de Regeering aangenomen en door het Parlement goedgekeurde maatregelen den handel niet verlamd hebben en, juist omdat overdrijving hier geweerd werd, verschaffen zij aan de Schatkist wel van pas komende bijhulpmiddelen.

Art. 10. — *Accijnzen* : 198,951,000 frank.

De algeheele opbrengst der accijnsrechten is geraamd op 236,250,000 frank. Doch een deel van het bedrag dezer rechten wordt, volgens de methode welke tot dusverre voor de samenstelling van het Gemeentefonds werd toegepast, van de algemeene middelen der Schatkist afgetrokken om gezegd Fonds te voeden. Het aldus besteed aandeel zou, voor dit dienstjaar, 37,299,000 frank beloopt. Nemen de Kamers het wetsontwerp aan, dat hun ter behandeling onderworpen is betreffende het « Fonds der gemeenten », dan zal onder artikel 10 de algeheele opbrengst der accijnsrechten moeten gebracht worden.

Deze opbrengst beliep 240,984,599 frank voor het dienstjaar 1921; daarvan kwamen 198,666,285 frank aan den Staat toe. Deze ontvangst is 15,000,000 frank grooter dan in de begrootingsramingen. Op bl. 12 deelen wij de vergelijkende tabel der ramingen en der wezenlijke ontvangsten mede.

Gedurende het eerste kwartaal van 1922 bedroegen de inningen 64,729,198 fr., waarvan fr. 52,679,433.15 voor het aandeel van den Staat.

In eene Afdeeling werden er opmerkingen gemaakt aangaande de litt. b) van artikel 9. De som van 40,000 frank, voorafgenomen op de schuimwijnen, vond men bespottelijk en men vroeg of de uiterste geringheid van dit recht niet ontstaan was doordat men eene verbintenis jegens de Fransche Regeering zou aangegaan hebben. Laten wij eerst en vooral opmerken dat de eigenlijke ontvangst, uit dien hoofde geïnd voor het dienstjaar 1921, fr. 61,947.61 bedraagt. Bovendien heeft het Departement van Financiën ons de volgende inlichtingen medegedeeld :

Het grondrecht van het Belgisch tarief op de schuimwijnen bedraagt 60 frank per hectoliter. Doch deze maatstaf is thans voorzien van een coëfficiënt 3, zoodat bewuste wijnen tegen 180 frank per hectoliter belast zijn.

In 1921 werden er, in rond cijfer, 28,000 hectoliter ingevoerd voor eene aangegeven waarde van 39,600,000 frank; de gemiddelde waarde was dus 1,400 frank per hectoliter.

Met deze gemiddelde waarde van 1,400 frank per hectoliter komt alzoo een grondslag van 180 frank per hectoliter overeen, dewelke beantwoordt aan een last van 13 l. h. *ad valorem*.

Aangaande het vast stelsel, dat op de wijnen dient te worden toegepast, houdt de quaestie verband met de algemeene herziening van het douanen-tarief, waarvan de voorbereidende werkzaamheden hare voltooiing benaderen.

AARD DER OPBRENGSTEN.	Ramingen in de Begrooting. (Aandeel van den Staat.)	ONTVANGEN								
		van 1 Januari tot 31 December 1921. Loopende dienstjaar.			van 1 tot 31 Januari 1922. Vorig dienstjaar.			TOTAAL.		
		TOTAAL.	Aandeel van den Staat.	Aandeel der gemeenten.	TOTAAL.	Aandeel van den Staat.	Aandeel der gemeenten.	TOTAAL.	Aandeel van den Staat.	Aandeel der gemeenten.
Bijzondere belasting op de suiker ⁽¹⁾	„	39,150 „	39,150 „	„	„	„	„	39,150 „	39,150 „	„
Uitlandsche wijnen.	16,250,000	40,027,390 06	26,017,803 53	14,009,586 53	„	„	„	40,027,390 06	26,017,803 53	14,009,586 53
Schuimwijnen	40,000	61,888 41	61,888 41	„	59 20	59 20	„	61,947 61	61,947 61	„
Gegiste dranken van versche vruchten	„	84,586 22	84,586 22	„	56 48	56 48	„	84,642 70	84,642 70	„
Inlandsche brandewijnen.	60,375,000	82,551,918 47	72,070,949 02	10,480,969 45	725,532 47	606,634 06	118,898 11	83,277,450 64	72,677,383 08	10,599,867 56
Bieren	11,700,000	24,796,488 61	16,117,717 60	8,678,771 01	863 „	560 95	302 05	24,797,351 61	16,118,278 55	8,679,073 06
Bierazijnen (andere dan bier).	26,000	30,815 12	20,029 83	10,785 29	„	„	„	30,815 12	20,029 83	10,785 29
Azijnzuur	58,500	134,000 78	87,100 51	46,900 27	„	„	„	134,000 78	87,100 51	46,900 27
Suiker en siroop van raffinering	13,000,000	25,662,616 89	16,681,022 77	8,981,594 12	51,732 06	33,625 84	18,106 22	25,714,348 95	16,714,648 61	8,999,700 34
Glucosen en andere onkristalliseerbare suiker.	1,500,000	1,352,359 45	1,352,359 45	„	„	„	„	1,352,359 45	1,352,359 45	„
Margarine en andere kunstboter	1,000,000	995,858 98	995,858 98	„	2,140 95	2,140 95	„	997,999 98	997,999 93	„
Evenredig recht op de tabak	59,000,000	47,043,520 95	47,043,520 95	„	825,130 86	825,130 86	„	47,868,651 81	47,868,651 81	„
Uitlandsche tabak	12,000,000	12,590,149 56	12,590,149 56	„	„	„	„	12,590,149 56	12,590,149 56	„
Inlandsche tabak	8,000,000	3,426,844 37	3,426,844 37	„	197,286 98	197,286 98	„	3,624,131 35	3,624,131 35	„
TOTALEN.	183,079,500	238,797,587 87	196,588,981 20	42,208,606 67	1,802,801 70	1,665,495 32	137,306 38	240,600,389 57	198,254,476 52	42,345,913 05

(1) Belasting geheven onder de bezetting, herroeping van rechten.

Litt. c. — *Inlandsche brandewijnen* : 69,000,000 frank.

De eigenlijke, in 1921 geïnde ontvangst bedraagt fr. 72,677,583.08 voor het aandeel van den Staat.

De meeningsverschillen, die in de twee Kamers tot uiting komen telkenmale de quæstie van het alcoholstelsel wordt ten berde gebracht, zijn ook ditmaal, naar aanleiding dezer begrooting, in de verschillende afdeelingen alsmede in den schoot van de Commissie voor Financiën, meer en meer gebleken. Het schijnt niet voegzaam hier de gedachten over dit belangrijke vraagstuk weer te geven.

ART. 11. — *Verskillende Ontvangsten* : 5,876,500 frank.

Eene verhooging van 370,500 franken op het cijfer in de begrooting voor 1921 uitgetrokken. Deze verhooging wordt door bijzondere redenen gerechtvaardigd. (Cf. Toelichting der Begrooting bl. 27).

Bovendien zou de begrootingsraming betreffende dit artikel merkelyk kunnen verhoogd worden : wij bevinden inderdaad dat de verscheidene ontvangsten fr. 33,647,756.18 in 1920 en 30,654,667 frank in 1921 opgebracht hebben.

Over deze twee ontvangsten werden ons vanwege het Departement van Financiën volgende inlichtingen overgemaakt ter beantwoording van in de afdeeling gestelde vragen :

Opbrengst in 1921.

Litt. b) van artikel 11 :

1° *Bijkomende belasting op den brandewijn* (aandeel van 5% toegekend aan den Staat, voor inningskosten ten bate van het bijzonder fonds der gemeenten) :

Uitlandsche brandewijnen	fr. 216,363 »
Inlandsche brandewijnen	263,710 »
TOTAAL	fr. 480,073 »

2° *Van de rechten voor buitengewone werken van lading en lossing der schepen* : 512,984 frank.

ART. 12. — *Registratie en overschrijving* : 211,000,000 frank.

De verhooging van 61,000,000 frank in vergelijking met de ramingen voor 1921 wordt in de uiteenzettingen der Begrooting toegelicht. Sinds de ramingen werden opgemaakt, is de ontvangst van 1921 over haar geheel kunnen bepaald worden; zij beloopt fr. 182,525,603.13. Daar het aantal verhandelingen van onroerende goederen afneemt, doordien de wetgeving op de huishuur hare uitbreiding tegenwerkt, zoo heeft het bevoegd Bestuur gemeend geen grooter cijfer dan 160,000,000 frank te kunnen voorstellen voor de opbrengst der rechten, zooals zij vóór de wet van 19 Augustus 1921 bepaald waren. De bijkomende

middelen, welke door de toepassing deze laatste wet zullen bekomen worden, zijn geraamd op 51,000,000 frank.

Voegen wij hier aan toe dat de inningen, gedurende het eerste kwartaal van 1922 gedaan, dewelke fr. 54,489,994.01 bedragen, de begrootingsraming ruimschoots rechtvaardigen.

ART. 13. — *Griffie* : 2,800,000 frank.

Vermeerdering van 1,600,000 frank in vergelijking met de begrooting voor 1921; zij spruit voort uit de bepalingen der wet van 28 Augustus 1921, welke de griffierechten verdubbeld heeft. Daar de ontvangsten van het eerste kwartaal fr. 737,085.76 bedroegen, zoo schijnt de raming door de verkregen uitkomsten in 't gelijk gesteld te worden.

ART. 14. — *Hypotheken. Inschrijvingsrechten* : 2,000,000 frank.

Vermeerdering van 750,000 frank in vergelijking met het vorig dienstjaar.

Het dienstjaar 1921 heeft, als opbrengst van dit recht, fr. 2,645,620.29 gegeven; daar de maatstaf nagenoeg verdubbeld werd door de wet van 28 Augustus 1921, zoo bedroegen de ontvangsten van het eerste kwartaal 1922 fr. 737,837.79. De begrootingsraming zou dus met bijna 1 miljoen kunnen verhoogd worden.

ART. 15. — *Successierechten* : 120,000,000 frank.

Verhooging van 20 miljoen frank in vergelijking met de raming voor 1921. Deze raming steunt op verschillende beschouwingen :

a) De in 1921 te innen ontvangst was geschat, bij het opmaken der begrootingsramingen, op 80 miljoen. Einde eerste trimester 1922 bedroeg zij juist fr. 62,048,891.28. Men kan dus nog rekenen op eene inning van minstens 18 miljoen;

b) Dit bedrag van 80,000,000 frank zal bereikt worden ofschoon de wet van 16 Augustus 1920 (die de erfenisrechten met 50 t. h. verhoogt), slechts de ontvangsten te rekenen van 30 Juni 1921 beïnvloed heeft. Bijgevolg weegt de ontvangst maar met omtrent 125 t. h. op tegen deze welke men zou bekomen hebben zonder de verhooging der rechten; doch indien deze verhooging de ontvangsten gedurende gansch het dienstjaar beïnvloed hadden, dan zou de opbrengst geweest zijn : $\frac{80,000,000 \times 150}{125} = 96,000,000$ frank.

c) Bij deze opbrengst, afgerond op het cijfer van 100,000,000 frank, voegt men de uit de verschillende bepalingen der wet van 28 Augustus 1921 te spruiten bijontvangsten welke men voorloopig op 20,000,000 frank bepaalt.

Wij kunnen slechts onder zeker voorbehoud van deze ophelderingen notitie nemen.

Herinneren wij, naar aanleiding der erfenisrechten, de zoo gewettigde klachten, ingebracht tegen de samenvoeging der taxes op de erfenissen, welke in verschillende landen gelegen goederen omvatten. Er zou eene internationale overeenkomst moeten gesloten worden om de misbruiken, waarvan de pers menig voorbeeld heeft aangehaald, te vermijden.

ART. 16. — *Zegel* : 60,000,000 frank.

Vermeerdering van 10,000,000 frank in vergelijking met de raming der begrooting voor 1921 : het is de bijkomende ontvangst welke men van de toepassing der wet van 28 Augustus 1921 verwacht heeft.

Merken wij aan, dat de ontvangsten van het dienstjaar 1921 fr. 52,270,381.49 voor dit artikel bedroegen en alzoo de ramingen met twee miljoen overtroffen en dat het eerste kwartaal van 1922 fr. 17,024,077.48, heeft opgebracht, zoodat de ontvangst grooter zou kunnen zijn dan voorzien is.

ART. 18. — *Boeten in zaken belastingen* : 2,000,000 frank.

Vermeerdering van 1,200,000 frank in vergelijking met de vroegere raming.

De inningen welke uit dien hoofde in 1921 gedaan werden, bedragen fr. 2,156,813.22.

ART. 19. — *Boeten van veroordeelingen in zaken van verschillenden aard, schadeloosstellingen en interesten* : 7,500,000 frank tegen 6,610,000 frank voorzien voor 1921.

Voor dit laatste jaar is de ontvangst fr. 3,839,383.38 geweest. De wet van 24 Juli 1921 tot heffing van opcentiemen op de strafrechtelijke geldboeten laat toe eene verhooging te voorzien.

De artikelen 12-19, welke wij terloops onderzocht hebben, en waarin de verschillende opbrengsten van het beheer der registratie begrepen zijn, vormen een totaal van 405 miljoen. Al is er nog veel onzekerheid in de ramingen dezer categorie ontvangsten, toch is er veel reden toe om te vermoeden dat dit totaal in zijn geheel zal bereikt worden.

ART. 20. — *Belasting wegens overdracht* : 200,000,000 frank.

Deze opbrengst werd in de Memorie van Toelichting der wet van 28 Augustus 1921 voor waarschijnlijk gehouden.

De inningen, uit hoofde dezer taxe gedaan gedurende het eerste kwartaal van 1922, bedraagt fr. 67,949,248.16 : indien dergelijke ontvangst gedurende gansch het jaar aanhoudt, zal de totale opbrengst der taxe van overdracht 270 miljoen bereiken.

Gelijk te verwachten was, heeft de toepassing dezer taxe — waarvan het begin-

sel aangenomen is in meest al de door den oorlog beproefde landen — aanleiding gegeven tot klachten en bezwaren die ongetwijfeld hun weerslag in de twee Kamers zullen hebben.

Uit het oogpunt der toepassingsmodaliteiten, heeft men doen aanmerken dat betreurenswaardige meeningsverschillen de in de onderscheidene gebieden aangenomen methoden scheiden. Sommige punten zouden, naar zeggen, moeten geregeld worden door algemeene onderrichtingen.

Alzoo, onder andere, voor de handelsverrichtingen van den zoogenaamden kettinghandel.

Op eene vraag, aangaande dit bijzonder punt gesteld door den heer Pecher, heeft de heer Minister van Financiën, in zijn antwoord zich beroepen op de voorloopige onderrichting n° 3, waaruit blijkt dat de taxe slechts toepasselijk is op « de laatste overdracht, deze welke leidt tot de inbezitneming der koopwaar » ⁽¹⁾.

De ergste klachten betreffen de herhaalde toepassing der taxe op een zelfde voorwerp, hetzij dit voorwerp door verschillende handen gaat, alvorens aan den verbruiker geleverd worden, hetzij een centraal magazijn het aan verscheidene bijhuizen levert. Het beginsel der definitieve vrijstelling van een koopwaar, mits één enkele betaling der taxe, wordt voorgesteld door de handelsmiddelen, die een hooger belastingmaatstaf schijnen te willen aannemen als vergoeding voor het verlies dat de Schatkist zou lijden door de ontlasting der veelvuldige overdrachten.

Uwe Commissie voor Financiën heeft, naar aanleiding der Begrooting, geen bespreking meenen te moeten houden aangaande deze bezwaarlijke quaesties.

Van een anderen kant, heeft men zijn beklag gedaan over de laatijldige uitvoering van de wettelijke bepalingen die een bijzonder tarief vaststellen voor de overdracht van sommige luxe-waren. Het Departement van Financiën legt deze vertraging volgenderwijze uit :

« Het Koninklijk besluit van 25 Maart 1922, afgekondigd in den *Moniteur* » van 28 dito, n° 88, bepaalt dat artikel 38 der wet van 20 Augustus 1921, » waarbij de luxe-taxe wordt ingevoerd, op 15 Mei 1922, zal van kracht worden.

» De zegels bestemd tot kwijting dezer taxe, konden niet eerder gemaakt worden, » den, daar het personeel van het algemeen zegel-werkhuis al zijn bedrijvigheid » heeft moeten in 't werk stellen voor den aanmaak van zegels « Taxe van over- » dracht ». Er moesten verschillende honderden millioen dezer laatste vignetten » gefabriceerd worden (bij de 200 millioen einde Februari) alvorens het trekken » der zegels (luxe-taxe) aan te vangen. Van nu af zijn nochtans de verkoopkan- » toren in bezit van een genoegzamen stock dezer waarden om in de eerste » behoeften te voorzien. »

Het schijnt niet twijfelachtig dat de opbrengst van de taxe van overdracht, vermeerderd met de opbrengst der luxe-taxe voor dit dienstjaar 300,000,000 frank zal bedragen.

(1) Ministerie van Financiën. Beheer der registratie en Domeinen. Voorloopige onderrichting, n° 3, bl. 8.

HOOFDSTUK II.

WEGGELDEN.

ART. 21. — *Rivieren en vaarten* : 2,500,000 frank.

De in 1921 geïnde ontvangsten hebben slechts de som van fr. 1,885,190.07 bereikt.

Naar aanleiding van dit artikel hebben sommige leden het gedacht voorgestaan om, naar Frankrijks voorbeeld, een recht op het vrachtlloon te heffen.

HOOFDSTUK III.

KAPITALEN EN INKOMSTEN.

ART. 25. — *Domeinen* (Kapitale waarden) : 20,000,000 frank.

De voor het dienstjaar 1921 geïnde ontvangsten bedroegen, op 31 Maart 1922, fr. 19,777,060.11.

De aan den Staat door het Assisenhof toegekende schadeloosstellingen, wegens ongeoorloofden handel met den vijand, zijn in deze som begrepen.

Het is thans niet mogelijk, de ontvangsten, waaruit dit totaal bestaat, op te sommen, daar het beheer de persoonlijke rekeningen van de ontvangers der Registratie nog niet ontvangen heeft.

ART. 28. — *Verschillende en toevallige opbrengsten* : 3,500,000 frank.

De ontvangsten van 1921 bedragen fr. 4,018,933.26.

ART. 29. — *Inkomsten der domeinen* : 4,500,000 frank.

Voor 1921, fr. 6,776,287.53 geïnd.

Op aanzoek van verschillende leden, zullen wij, aan het einde van dit verslag, een beknopte opgave geven van de domaniale goederen en van hunne opbrengsten.

ART. 32. — *Verschillende opbrengsten der gevangenissen* : 5,000,000 frank.

Voor 1921 werden de volgende bedragen bekomen :

Opbrengsten van het werk ten laste :

Begrootingen van den Staat	fr.	20,712 52
Allerlei		898,024 21

Verkoopingen. — Verscheidene ontvangsten ten laste :

Begrootingen van den Staat	fr.	266,841 08
Allerlei		127,304 38
Fonds der gevangenen (cantine, regie, enz.).		151,218 35

TOTAAL. fr. 1,464,100 54

Het bedrag der inkomsten van art. 32 (verschillende opbrengsten der gevangenissen) van de begrooting van 's Lands Middelen voor 1922, dat eerst op 5 miljoen frank geschat was, werd bij wijze van amendement op 2,500,000 frank ingekort, als gevolg van de verminderingen op verscheidene artikelen van de gewone begrooting der gevangenissen.

ART. 41. — *Opbrengst der belegging van de beschikbare fondsen der Schatkist* : 5,000,000 frank.

De Commissie voor de Financiën dringt er op aan, opdat de rekening der Thesaurie, dewelke in de huidige omstandigheden van groot gewicht is, namelijk wegens de stortingen van Duitschland, worde opgemaakt.

De Regeering stelt voor, een artikel 45^{bis} bij wijze van amendement in te lassen, opgesteld als volgt :

Aandeel van den Staat in de winsten van de Nationale Maatschappij voor crediet aan de nijverheid : 140,000 frank.

De ontvangsten, welke vroeger uit dien hoofde werden geïnd, stonden onder de rubriek der « verschillende en toevallige ontvangsten » ; nu deze bron van inkomst ons als eene onregelmatige opbrengst voorkomt, dient een bijzonder artikel daartoe te worden bestemd.

HOOFDSTUK IV.

TERUGBETALINGEN.

ART. 52. — *Verschillende en toevallige ontvangsten* : 5,000,000 frank.

De ontvangsten van dezen aard bedroegen voor het dienstjaar 1921 de som van fr. 62,878,699.40 en worden onderverdeeld als volgt :

a) Overschot van rekeningen en teruggaven	fr.	19,695,190	15
b) Terugbetalingen		2,528,323	45
c) Uitkeeringen aan de Schatkist		9,041,429	67
d) Verschillende opbrengsten		11,809,142	57
e) Stortingen (10,000 ongeveer), waarvan de indeeling tot nu toe niet kon gedaan worden		19,804,613	56
TOTAAL	fr.	62,878,699	40

ART. 64. — *Voorafneming op de Begrooting der Staatsbedrijven* :
165,000,000 frank.

De Commissie voor de Financiën stelt voor, dit artikel over te brengen op hoofdstuk VI (nieuw), onder hetwelk de *ontvangsten ter vergoeding* zouden ingedeeld worden.

TWEDE SECTIE. — UITZONDERLIJKE ONTVANGSTEN.

HOOFDTUK V.

ART. 65. — *Bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten :*
25,000,000 frank.

Het bedrag ten voordeele van den Staat van de aanslagen in de bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten, begrepen in de tijdens het jaar 1921 ter inning gelegde rollen, bedraagt ongeveer 85 $\frac{1}{2}$ millioen frank. De sommen, welke aan den Staat toekomen op de inningen in den loop van hetzelfde jaar gedaan, bereikt, in rond cijfer, 90 millioen.

Het aantal aanslagen, welke op 31 Maart ll. nog vast te stellen bleven, schijnt op 5,000 frank te kunnen bepaald worden. Bij de 50,000 belastingplichtigen zijn voor deze belasting reeds aangeslagen : 45,000 onder hen hadden op gezegden datum hunne belastingen gansch of gedeeltelijk betaald.

Van de 800 millioen, welke op de invorderbaar verklaarde rollen staan, bleven nog 468 millioen te innen, waarvan 217 millioen oninbaar geacht worden. De opbrengst van 59 millioen is verzekerd door de waarborgen welke het Beheer genomen heeft (onroerende goederen welke onteigend worden, in beslag genomen titels en bewaargevingen, enz.). Deze sommen behooren tot het globaal bedrag der belasting, waarvan de helft Staatsaandeel wordt geacht.

ART. 66. — *Opbrengst van den oorlogsbuit : 2,000,000 frank.*

Aangaande de ontvangsten en uitgaven der inzamelingsdiensten dient, eensdeels, te worden aangemerkt dat het bedrag der ontvangsten, hetzij fr. 208,623,910.05, later nog zal verhoogd worden met talrijke millioenen, welke de waarde vertegenwoordigen van het materieel, door de centrale inzamelingscommissie aan de geteisterden overhandigd om te gelden op de voorgoedingen voor oorlogsschade ; deze waarde zal op het debet van het Departement van Economische Zaken gebracht worden ; anderdeels, bevatten de uitgaven, ten bedrage van fr. 52,370,264.73, zeer groote sommen, uitgegeven voor het vernietigen en het uiteennemen van munitievoorraden, die ook tot den oorlogsbuit behoorden.

Volgende tabel geeft de ontvangsten en de uitgaven op van den Inzamelingsdienst van den oorlogsbuit voor de dienstjaren 1919, 1920, 1921 en de eerste vier maanden van 1922 :

Dienstjaar 1919.		Algemeen totaal der uitgaven in 1919-1922.	Algemeen totaal der ontvangsten in 1919-1922.
Ontvangsten in 1919, fr.	60,232,730 90		
Id. in 1920	3,077,199 91		
Totaal. . . fr.	63,309,930 81		63,309,930 81
Uitgaven . . . fr.	17,589,186 79	17,589,186 79	
Zuiver. . . fr.	<u>45,720,744 02</u>		

Dienstjaar 1920.

Ontvangsten in 1920, fr.	85,477,540	84	
Id. in 1921 .	12,983,985	68	
Totaal. . . fr.	98,461,526	52	98,461,526 52
Uitgaven . . . fr.	20,431,082	37	20,431,082 37
Zuiver. . . fr.	78,030,444	15	

Dienstjaar 1921.

Ontvangsten in 1921, fr.	40,255,311	20	
Id. in 1922 .	2,727,936	16	
Totaal. . . fr.	42,983,247	36	42,983,247 36
Uitgaven . . . fr.	12,849,995	57	12,849,995 57
Zuiver. . . fr.	30,133,251	79	

Dienstjaar 1922.

Ontvangsten (op 30 April 1922) . . . fr.	3,869,205	36	3,869,205 36
Uitgaven ongeveer (op denzelfden datum). .	1,500,000	»	1,500,000 »
Algemeen totaal der ontvangsten. fr.			208,623,910 05
Algemeen totaal der uitgaven. . fr.	52,370,264	73	52,370,264 73
Algemeene zuivere opbrengst. . fr.			156,253,645 32

Men ziet dat het percentage der uitgaven vermeerderd naarmate de inzameling haar einde benadert; daarom is het de tijd om de werkzaamheden te bespoedigen en het personeel te verminderen.

DERDE SECTIE (nieuw).**ONTVANGSTEN TER VERGOEDING.****HOOFDSTUK VI (nieuw).**

ART. 66^{bis}. — *Voorafneming op de Begrooting der Staatsbedrijven van het aandeel in de lasten der Openbare Schuld, welke op de Gewone Begrooting gebracht zijn : 165,000,000 frank.*

Dit cijfer komt overeen met het totaal der Financiële lasten welke in de

Begrooting der Staatsbedrijven zijn uitgetrokken; het wordt onderverdeeld als volgt :

SPoorWEG :

Interesten van het kapitaal voor eerste inrichting . . . fr.	93,734,683 35
Delging van dit kapitaal	21,377,514 »
Interesten der sommen toegekend als duurtetoeslag . . .	4,744,663 81
Annuïteiten van den aankoop van private lijnen	16,345,409 29
ANDERE STAATSBEDRIJVEN :	28,797,730 00
TOTAAL. fr.	165,000,000 35

Om de voorafneming evenwel wezenlijk te doen bijdragen tot het in evenwicht brengen der begrooting, zou, eensdeels, de begrooting van de exploitatie der staatsbeheeren een beschikbaar gedeelte moeten laten, dat ten minste zoo groot is als de aldus op de Begrooting van 's Lands Middelen uitgetrokken som. Welnu, de voor 1922 opgemaakte begrootingsramingen, wijzen, als balans van de ontvangsten en van de uitgaven der staatsbedrijven, financiële lasten inbegrepen, op een tekort van 218 miljoen.

Moeten deze ramingen bewaarheid worden, dan zou de op artikel 66^{bis} uitgetrokken voorafneming bedrieglijk zijn en het deficit der Staatsbedrijven zou moeten gedekt worden door de algemeene middelen der Schatkist.

Doch het verslag der bijzondere Commissie, welke de Begrooting der Staatsbedrijven heeft onderzocht, stelt een beteren uitslag in 't vooruitzicht. « Voor » het jaar 1921, besluit het verslag, zal het tekort der Spoorwegen ongeveer » 30,000,000 frank bedragen. Wegens de wedde- en loonsverhoogingen van het » personeel, zal het tekort in 1922, een weinig grooter zijn. Doch er mag aan- » genomen worden dat, dank zij het steeds ijverig zoeken naar bezuinigingen, » dank zij ook een op til zijnde herneming van het koopwarenvervoer, zal het » evenwicht in de begrooting van dezen belangrijken dienst weldra bereikt zijn.

» Posterijen heeft evenwicht.

» Telegraaf en telefoon zullen met het nieuw telefoontarief hun rekeningen » kunnen sluitend maken.

» Het zeewezen, weliswaar, staat vermeld met een tekort van 35,000,000 frank, » dat in de eerste jaren slecht zal kunnen verminderd word, maar deze dienst » krijgt meer en meer het aanzien van een gewonen openbaren dienst dan van » een Staatsbedrijf... »

Kortom, het tekort van 218,000,000 frank, dat op het Begrootingsontwerp drukt, zou spoedig op een vijftigtal millioenen kunnen ingekort worden; dienvolgens zou de op artikel 66^{bis} uitgetrokken voorafneming, ruimschoots werkelijkheid worden; een nieuwe krachtsinspanning zou ongetwijfeld, in eenige jaren, leiden tot de volledige vrijmaking van deze ontvangst ter vergoeding.

ART. 67. — *Terugbetaling door Duitschland van de kosten der Belgische bezettingstroepen* : 112,240,000 frank.

Het geldt hier eene bij overeenkomst bepaalde, en bevoorrechte schuldvordering op het bedrag der Duitsche schattingen. Deze ontvangst omvat een gedeelte onzer militaire lasten, ingeschreven op den gewonen dienst van Landsverdediging.

ART. 68. — *Invorderingsrechten geïnd door den Belgischen dienst van verificatie en compensatie* : 9,550,000 frank.

Krachtens § 9 van de bijlage bij de sectie III van deel X van het Verdrag van Versailles, kan deze dienst, op de sommen welke op zijn crediet gebracht zijn, « alle afhouding doen, noodig geacht voor risico's, kosten of rechten voor commissie ». ⁽¹⁾

ART. 69. — *Voorafneming op de ontvangsten tot herstel* :
433,000,000 frank.

Er is bevonden dat de Belgische Thesaurie een kapitaal van 8,661 miljoen uitgegeven heeft voor herstellingen, welke Duitschland moest doen; dit kapitaal is versmolten in onze afgeheele openbare schuld. De interest van dit kapitaal is geraamd op 433 miljoen, welke som den gewonen dienst der schuld belast, ofschoon ze Duitschland, krachtens het Vredesverdrag, moet terugbetalen.

Dienvolgens heeft de Regeering het billijk geacht, op de Begrooting van 's Lands Middelen eene ontvangst van gelijke grootte uit te trekken, welke dient voorafgenomen op de door Duitschland gedane stortingen, daar het overige dezer stortingen aangerekend wordt op de Begrooting der invorderbare uitgaven.

Men kan, in beginsel, de wettigheid dezer compensatie betwisten. Doch, uit het oogpunt van de Staatsfinanciën, valt het te vreezen dat een dusdanige theorie, moest ze, afgezien van de werkelijkheid, stelselmatig toegepast worden, moeilijkheden teweegbrengt, dewelke, naarmate men langer wacht ze te voorzien, zooveel te grooter worden.

De voorafneming van 433 miljoen op de ontvangsten tot herstel is aannemelijk voor het dienstjaar 1922, omdat het inkasseeren onzer prioriteit een overschot op de Begrooting der terugvorderbare uitgaven zal doen ontstaan. Doch dit is een buitengewoon feit, op wiens terugkeer men voorzichtigheidshalve niet mag rekenen, gezien de eischen dezer laatste begrooting en de aanstaande uitputting der prioriteit. Het evenwicht der toekomstige begrootingen zal dan echter op eene louter rekenkundige en theoretische ontvangst kunnen gesteund worden, waardoor een merkelijk en bestendig tekort ten slotte maar aan het oog zou onttrokken worden.

⁽¹⁾ Vredesverdrag, bl. 143.

ART. 70. — *Ontvangst ter vergoeding van den last, verband houdende met de schuld aangegaan voor de inwisseling der marken : 97,000,000 frank.*

De lasten, welke uit deze verhandeling ontstaan, zijn uitgetrokken op de buitengewone begrooting, omdat zij met het verkrijgen van een kapitaal gelijkstaan. Doch, wijl de gewone begrooting der openbare schuld belast is met een gedeelte van den dienst der leeningen, welke voor het inwisselen der marken worden aangegaan, zoo is de aanrekening eener som gelijk aan het bedrag van dezen dienst, in rekenplichtig opzicht goed te pleiten als ontvangst ter vergoeding.

Het blijft te bezien of, en in welke mate, deze ontvangst ter vergoeding in de toekomst met een werkelijke opbrengst overeenstemt of zal overeenstemmen. Er bestaat met Duitschland een ontwerp van overeenkomst, wiens uitvoering de marken der Schatkist winstgevend zou maken.

De Heer Minister van Financiën zegde dienaangaande op 5 April l.l. : « Nu de moeilijkheden uit den weg geruimd zijn, hebben wij officieel aan de Duitsche Regeering gevraagd stelling te nemen. Wordt de overeenkomst door den Reichstag bekrachtigd, dan zal zij aan het Belgisch Parlement onderworpen worden. Wordt ze door het Belgisch Parlement bekrachtigd, dan bekomen wij ten minste vergoeding voor een gedeelte der opofferingen welke wij ons sinds den wapenstilstand getroost hebben om de gedurende de bezetting opgedrongen marken aan den omloop te onttrekken. »

Tot dusverre werd dit ontwerp van overeenkomst nog niet bij den Reichstag ter behandeling ingediend.

De heer Theunis ging in dezer voege voort : « Gij weet dat, als tegen gedeelte van de betalingen waartoe Duitschland zich verbond krachtens het thans bestaande ontwerp van overeenkomst, de likwidatie der onderrechtleggingen moest gestaakt en de niet gelijkwideerde Duitsche goederen aan hunne bezitters moesten teruggegeven worden ; mits deze laatsten ze zelf zouden likwideeren binnen een bepaald tijdsbestek. De voorwaarde der likwidatie hangt dus in de eerste plaats af van het Duitsch Parlement en de gebeurlijke bekrachtiging der nieuwe overeenkomst van het Belgisch Parlement. »

Er valt evenwel aan te merken dat, ingeval van likwidatie der onder recht gelegde goederen ten bate van den Belgischen Staat, de opbrengt dezer verhandeling, krachtens artikelen 243 en 297 van het Verdrag van Versailles op de credietrekening van Duitschland moet gebracht worden als zijne verplichtingen tot herstel. Dienvolgens kan men de opbrengst der likwidatie aanwenden tot den dienst der schulden spruitende uit de inwisseling der marken. Bij gebreke aan eene tusschenkomst van het Reich, kan de Belgische Schatkist de op artikel 70 onzer Begrooting aan te rekenen ontvangsten alleen vinden door de in zijn bezit zijnde marken tot een winstgevend gebruik te doen dienen.

Het onderzoek, dat wij over de Begrooting van 's Lands Middelen, aan de hand der nieuwste statistische gegevens, gedaan hebben, doet ons verschillende belangwekkende besluiten aan de hand.

Als wij de cijfers der ontvangsten, waarop wij mogen rekenen, iet of wat afronden, kunnen de ramingen als volgt opgemaakt worden :

<i>Rechtstreeksche Belastingen</i>	fr.	500 millions
<i>Douanen</i> (als men de eigenlijke ontvangsten van Januari-April 1922 in de plaats stelt van de raming van het begrootingsontwerp en onderstelt dat deze ontvangsten zoo voortgaan) .	400	id.
<i>Accijnzen</i> (met inbegrip van het aandeel van het gemeentefonds) en allerlei ontvangsten.	300	id.
<i>Registratie- en Successierechten</i>	400	id.
<i>Belastingen wegens overdracht en weelde</i>	300	id.
<i>Totale opbrengst der belastingen</i>	1,900	id.
<i>Kapitalen en Inkomsten</i>	90	id.
<i>Terugbetalingen</i>	80	id.
<i>Uitzonderlijke ontvangsten</i>	27	id.

Ontvangsten ter vergoeding :

<i>Bezettingsleger</i>	112	id.
<i>Compensatiedienst</i>	9	id.
<i>Financieele lasten der Staatsbedrijven</i> (zuiver, in afwachting van nog beters)	100	id.
<i>Opbrengst der merken</i>	?	
TOTAAL.	fr.	2,318 millions

2,300,000,000 à 2,400,000,000 frank, dat is thans de som onzer gewone, normale en bestendige ontvangsten; dit cijfer, dat onlangs nog schier onbereikbaar scheen, maakt stellig indruk.

Onze gewone uitgaven zijn, volgens de begrootingsontwerpen, bepaald op 2,581,000,000 frank. Nemen wij dit cijfer aan zonder rekening te houden met de wijzigingen, stellig min aanzienlijk, welke het zal ondergaan; doch voegen wij er aan toe :

1° Eene som van 20,000,000 frank welke voortaan de Begrooting der Schuld zal belasten wegens uitkeering aan het Staatsbedrijf der Posterijen van den interest verband houdend met het bedrag der postcheckrekeningen;

2° Eene som van 100,000,000 frank vooraf te nemen op de algemeene middelen van de Schatkist voor het samenstellen van het Fonds der Gemeenten;

3° Eene som, thans onbepaald, voor den dienst der sommen verschuldigd aan de Geallieerde Mogendheden.

Het totaal der gewone uitgaven zal dus het cijfer van 2,700,000,000 tot 2,800,000,000 frank bereiken; er moet ongetwijfeld rekening gehouden worden met het onlangs begonnen hervormingswerk tot het verwezenlijken van nieuwe bezuinigingen; doch moet er ook niet een normalen vooruitgang van sommige uitgaven voorzien worden? Om het evenwicht te brengen tusschen dit cijfer en dat van de ontvangsten van denzelfden aard, moeten er dus bijkomende hulpmiddelen ten bedrage van 300,000,000 tot 400,000,000 frank gevonden worden. De Commissie voor Financiën is van oordeel dat de Regeering, om dit doel te bereiken, nieuwe fiskale maatregelen in het begin van het eerstkomend zittingsjaar zou moeten voorstellen. Alzoo zou het evenwicht, dat dit jaar bekomen wordt dank zij het voordeel onzer prioriteit betreffende het herstel, voorgoed verworven zijn.

Daarna dient er ongetwijfeld nog het oog gehouden te worden op de uitbreiding van de Begrooting der *invorderbare uitgaven*, dewelke ons nog onaangename verassingen zou kunnen voorbehouden. Na de voltooiing van dit eerste gewichtig punt, zal nochtans de financieele toestand van den Staat stevig gevestigd zijn.

Na deze opmerkingen, stelt uwe Commissie van Financiën u voor, Mijne Heeren, het voor 1922 voorgesteld ontwerp van Begrooting van 's Lands Middelen goed te keuren.

De Verslaggever,

MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.
